*Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I*

**Anno 109° — Numero 114**

# GAZZETTA UFFICIALE

## DELLA REPUBBLICA ITALIANA

*PARTE PRIMA* ROMA - Lunedì, 6 maggio 1968 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 650-139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 19.030 - Semestrale L. 10.020 - Trimestrale L. 5.520 - Un fascicolo L. 90 - Fascicoli annate arretrate: L. 180 - Supplementi ordinari: L. 90 per ogni sedicesimo o frazione di esso.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. 14.530 - Semestrale L. 8.020 - Trimestrale L. 4.520 - Un fascicolo L. 80 - Fascicoli annate arretrate: L. 160.

I PREZZI di abbonamento sono comprensivi d'imposta di bollo — Per l'ESTERO i prezzi di abbonamento sono il doppio di quelli indicati per l'interno
*I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione*

**L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/40500 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato**

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r; GENOVA, via XII Ottobre, 172/r (Piccapietra) e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato - Libreria dello Stato - Piazza Verdi, 10 - 00100 Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero del Tesoro). Le agenzie di Milano, Napoli, Firenze e Genova possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

## SOMMARIO

### LEGGI E DECRETI

# LEGGI E DECRETI

LEGGE 18 marzo 1968, n. **513**.

**Ratifica ed esecuzione del Protocollo per l'ulteriore proroga dell'accordo internazionale sullo zucchero del 1958, adottato a Londra il 1° novembre 1965.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato:

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il Protocollo per l'ulteriore proroga dell'Accordo internazionale sullo zucchero del 1958, adottato a Londra il 1° novembre 1965.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 5 del Protocollo stesso.

Art. 3.

All'onere di lire 800.000, derivante dall'attuazione della presente legge, si provvede mediante riduzione di pari importo dello stanziamento iscritto al capitolo n. 5381 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1967, destinato a far fronte agli oneri dipendenti da provvedimenti legislativi in corso.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 18 marzo 1968

SARAGAT

MORO — FANFANI — PRETI — COLOMBO — RESTIVO — ANDREOTTI — TOLLOY

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

**Protocollo per una nuova proroga dell'Accordo internazionale sullo zucchero del 1958**

PROTOCOLE PORTANT NOUVELLE PROROGATION DE L'ACCORD INTERNATIONAL SUR LE SUCRE DE 1958

Les gouvernements parties au présent Protocole,

Considérant que l'Accord international sur le sucre de 1958 (ci-après dénommé « l'Accord »), qui a été maintenu en vigueur par le Protocole de 1963 portant prorogation de l'Accord international sur le sucre de 1958 (ci-après denommé « le Protocole de 1963 »), prendra fin le 31 décembre 1965,

Désireux de maintenir l'Accord en vigueur pour une nouvelle période en attendant l'entrée en vigueur d'un nouvel accord international sur le sucre sous les auspices des Nations Unies,

Réaffirmant leur intention d'examiner d'urgence les bases qui permettraient la conclusion d'un nouvel accord international sur le sucre destiné a remplacer l'Accord,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1er

1. Sous réserve des dispositions de l'article 2, l'Accord est maintenu en vigueur entre les Parties au présent Protocole jusqu'au 31 décembre 1966. Si un nouvel accord international sur le sucre entre en vigueur avant cette date, le prèsent Protocole cessera d'avoir effet a la date d'entrée en vigueur d'un nouvel accord international sur le sucre.

2. Tout gouvernement qui n'était pas partie à l'Accord mais qui devient Partie au présent Protocole est considéré comme étant Partie à l'Accord tel qu'il est maintenu en vigueur.

Article 2

Les paragraphes 2 et 3 de l'article 3, les articles 7 à 25 inclus, les articles 41 et 42 et les paragraphes 4 et 7 de l'article 44 de l'Accord sont considérés comme étant inopérants.

Article 3

1. Les gouvernements deviennent Parties au present Protocole

*a*) en le signant; ou

*b*) en le ratifiant, en l'acceptant ou en l'approuvant après l'avoir signé sous reserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou

*c*) en y adhérant.

2. En signant le présent Protocole, chaque gouvernement signataire indique expressément si, conformément a ses procedures costitutionnelles sa signature est ou non soumise a ratification, acceptation ou approbation.

Article 4

1. Le présent Protocole sera ouvert à la signature des gouvernements Parties au Protocole de 1963 et du gouvernement de tout autre pays visé aux articles 33 ou 34 de l'Accord, a Londres, du 1er novembre au 23 décembre 1965 inclus.

2. Lorsque la ratification, l'approbation ou l'acceptation est requise, l'instrument pertinent sera déposé auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

3. Après le 23 décembre 1965, le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion du gouvernement de tout pays visé aux articles 33 ou 34 de l'Accord; l'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

4. Le présent Protocole sera aussi ouvert à l'adhésion du gouvernement de tout Membre de l'Organisation des Nations Unies ou de tout gouvernement invité à la Conférence des Nations Unies sur le sucre de 1965, mais non visé aux articles 33 ou 34 de l'Accord, à condition que le nombre de voix dont ce gouvernement disposera au Conseil soit préalablement fixé d'un commun accord entre le Conseil et ledit gouvernement.

Article 5

1. Le présent Protocole entrera in viguer le 1er janvier 1966 entre les gouvernements qui seront devenus parties au présent Protocole à cette date, à condition que ces gouvernements détiennent 60 pour cent des voix des pays importateurs et 70 pour cent dev voix des pays exportateurs aux termes de l'Accord tel qu'il a été prorogé par le Protocole de 1963 au 31 décembre 1965. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposés par la suite prendront effet à la date de leur depôt.

2. Pour déterminer si les pourcentages visés au paragraphe 1 du présent article sont atteints, il sera tenu compte de toute notification reçue par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord avant le 1er janvier 1966 et par laquelle un gouvernement s'engage à s'efforcer d'obtenir aussi rapidement que possible et si possible avant le 1er juillet 1966, conformément à ses procédures constitutionnelles, la ratification, l'acceptation ou l'approbation du présent Protocole ou l'adhésion à ce Protocole.

3. Si, au 1er janvier 1966, le présent Protocole n'est pas entré en vigueur, les gouvernements qui ont rempli les conditions fixées par l'article 3 pourront convenir de mettre le présent Protocole en vigueur entre eux.

Article 6

Lorsque, dans l'Accord ou dans le présent Protocole, sont visés des gouvernements ou des pays qui sont énumérés ou visés dans certains articles, tout pays non visé aux articles 33 ou 34 de l'Accord et dont le gouvernement est devenu Partie à l'Accord avant le 1er janvier 1964 ou est devenu Partie au Protocole de 1963 ou au présent Protocole sera considéré comme faisant partie des pays énumérés ou visés dans ces articles.

Articles 7

Les gouvernements Parties au présent Protocole s'engagent à payer les contributions qui leur incombent aux termes de l'article 38 de l'Accord conformément à leurs procédures constitutionnelles. A la première session qu'il tiendra sous le régime du présent Protocole, le Conseil votera le budget de l'année et fixera les cotisations à verser par chaque gouvernement participant.

Article 8

1. Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord informera sans tarder tous

les gouvernements représentés à la Conférence des Nations Unies sur le sucre de 1965 de toute signature, ratification, acceptation et approbation du présent Protocole, de toute adhésion à ce Protocole et de toute notification qu'il aura reçue en application du paragraphe 2 de l'article 5, ainsi que de la date d'entrée en vigueur dudit Protocole.

2. Le présent Protocole, dont les textes en langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe font également foi, sera déposé auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui en transmettra des copier certifiées conformes à tous les gouvernements signataires ou adhérents.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Londres, le premier novembre mil neuf cent soixante-cinq.

*Pour l'Argentine*:

Esta firma está sujeta a ratificación.
ALEJANDRO LASTRA.

*Pour l'Australie*:

This signature is not subject to ratification, acceptance or approval.
A. R. DOWNER.

*Pour la Belgique*:

Sous réserve de ratification. Cette signature est donnée au nom de l'Union Economique Belgo-Luxembourgoise.
J GROOTHAERT.

*Pour le Brésil*:

Subject to ratification.
GEORGE A. MACIEL.

*Pour le Canada*:

This signature is not subject to ratification, acceptance or approval.
GEOFFREY S. MURRAY.

*Pour Ceylan*:

*Pour le Chili*:

*Pour la Chine*:

(*Translation*).

This signature is not subject to ratification, acceptance or approval.

The Government of the Republic of China is the only legitimate Government of China. In signing this Protocol, I declare, in the name of my Government, that any statements or reservations made thereto which are incompatible with or derogatory to the legitimate position of the Government of the Republic of China are illegal, and therefore null and void.
TSING CHANG LIU.

*Pour la Colombie*:

Firma sujeta a ratificación.
A. ARAUJO-GRAU.

*Pour le Costa Rica*:

Firma sujeta a ratificación.
MARIA del C. CHITTENDEN.

*Pour Cuba*:

Sujeto a ratificación. La firma en nombre de Cuba del presente Protocolo que prolonga la vigencia del Convenio Internacional del Azúcar de 1958, en cuyos Artículos 14 y 34 se menciona a China (Taiwán) en ningún momento significa, por parte del Gobierno de Cuba, reconocimiento del gobierno de Chiang Kai-Shek sobre el territorio de Taiwán ni reconocimiento del llamado « Gobierno Nacionalista de China » como gobierno legal o competente de China.
ALBA GRIÑÁN.

*Pour la Tchécoslovaquie*:

This signature is not subject to ratification, acceptance or approval.
ZDENEK TRHLIK.

*Pour le Danemark*:

This signature is not subject to ratification, acceptance or approval.
E. KRISTIANSEN.

*Pour la République Dominicaine*:

Sujeto a ratificación.
Dr. A. ESPAILLAT.

*Pour l'Equateur*:

Sujeto a ratificación.
JORGE MANTILLA ORTEGA.

*Pour le Salvador*:

Esta firma está sujeta a ratificación.
MARIO DALPONTE.

*Pour la Finlande*:

*Pour la France*:

Cette signature n'est pas soumise à ratification, acceptation, ou approbation.
G. DE COURCEL.

*Pour la République Fédérale d'Allemagne*:

Subject to acceptance.
HERBERT BLANKENHORN.

*Pour le Ghana*:

*Pour la Crèce*:

*Pour le Guatemala*:

*Pour Haïti*:

This signature is not subject to ratification, acceptance or approval.
DELORME MEHU.

*Pour la Hongrie*:

This signature is not subject to ratification, acceptance or approval. Subject to the reservations made on the accession of the Government of the Hungarian People's Republic to the International Sugar Agreement of 1958.
SUMI JÓZSEF.

*Pour l'Inde*:

This signature is not subject to ratification, acceptance or approval.

Subject to the declaration and reservations made by the Government of India on their accession to the International Sugar Agreement of 1958.
JIVRAJ N. MEHTA.

*Pour l'Indonésie*:

Subject to acceptance.
S. SURYO-DI-PURO.

*Pour l'Irlande*:

Subject to ratification.
JOHN GERALD MOLLOY.

*Pour Israël*:

*Pour l'Italie*:

Subject to ratification.
GASTONE GUIDOTTI.

*Pour la Jamaïque*:

This signature is not subject to ratification, acceptance or approval.
H. LINDO.

*Pour le Japon*:

This signature is not subject to ratification, acceptance or approval.
S. SHIMA.

*Pour Madagascar*:

Subject to ratification.
J. A. RAZAFIMBAHINY.

*Pour la Malaisie*:

*Pour le Mexique*:

Sujeto a ratificación.
EDUARDO SUÁREZ.

*Pour le Maroc*:

Sous réserve de ratification.
LALLA AICHA.

*Pour les Pays-Bas*:

This signature is not subject to ratification, acceptance or approval.
J. H. VAN ROIJEN.

*Pour la Nouvelle-Zélande*:

This signature is not subject to ratification, acceptance or approval.
T. L. MACDONALD.

*Pour le Nicaragua*:

Sujeto a ratificación.
J. L. SANDINO.

*Pour la Nigéria*:

Subject to ratification.
L. J. DOSUNMU.

*Pour la Norvège*:

*Pour le Pakistan*:

*Pour le Panama*:

*Pour le Pérou*:

Firma sujeta a aprobacion.
CARLOS GAMARRA VARGAS.

*Pour le Philippines*:

Subject to ratification.
TIBURCIO C. BAJA.

*Pour la Pologne*:

Subject to ratification.
J. MORAWSKI.

*Pour le Portugal*:

Subject to ratification.
MANUEL ROCHETA.

*Pour le Sierra Leone*:

This signature is not subject to ratification, acceptance or approval.
R. E. KELFA-CAULKER.

*Pour l'Afrique du Sud*:

This signature is not subject to ratification, acceptance or approval.
J. VAN DALSEN.

*Pour la Suède*:

*Pour la Trinité et Tobago*:

This signature is not subject to ratification, acceptance or approval.
W. ANDREW ROSE.

*Pour la Tunisie*:

Subject to ratification.
M'HAMED ESSAAFI.

*Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques*: (*Translation*).

This signature is not subject to subsequent ratification, acceptance or approval. It is to be understood that the reservations made by the Soviet Union when ratifying the 1963 Protocol for the prolongation of the International Sugar Agreement of 1958 remain in force.
V. ROPNOV.

*Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*:

This signature is not subject to ratification, acceptance or approval.

At the time of signing the present Protocol I declare that since the Government of the United Kingdom do not recognise the Nationalist Chinese authorities as the competent Government of China, they cannot regard signature of the Protocol by a Nationalist Chinese representative as a valid signature on behalf of China.

The Government of the United Kingdom interpret Article 38 (6) of the Agreement as requiring the Government of the country where the Council is situated to exempt from taxation the assets, income and other property of the Council and the remuneration paid by the Council to those of its employees who are not nationals of the country where the Council is situated.
MICHAEL STEWART.

*Pour les Etats-Unis d'Amérique*:

This signature is not subject to ratification, acceptance or approval.
PHILIP M. KAISER.

*Pour la Haute-Volta*:

Cette signature n'est pas soumise à ratification, acceptation ou approbation.
G. K. OUÉDRAOGO.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

*Il Ministro per gli affari esteri*

LEGGE 2 aprile 1968, n. **514.**

**Adeguamento dei compensi spettanti alla Società italiana autori ed editori per il servizio di accertamento degli incassi dei film nazionali.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il compenso spettante alla SIAE per il servizio di accertamento degli incassi dei film nazionali, di cui allo articolo 1 della legge 5 dicembre 1949, n. 898, da detrarsi dall'importo dei contributi governativi assegnati ai produttori cinematografici è fissato nella nuova misura del 4,75 per cento.

Tale percentuale si applica sui contributi afferenti agli incassi accertati dal primo giorno del bimestre solare successivo alla entrata in vigore della presente legge.

Art. 2.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo alla sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 aprile 1968

SARAGAT

MORO — CORONA — PRETI — COLOMBO

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

LEGGE 2 aprile 1968, n. **515.**

**Modificazione alla legge 18 aprile 1962, n. 194, concernente norme relative al sistema aeroportuale di Milano.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Al fine di adeguare le esistenti infrastrutture aeroportuali alle crescenti esigenze del traffico operato con i nuovi tipi di aeromobili giganti, la Società per azioni Esercizi aeroportuali (SEA) di Milano, entro cinque anni dall'entrata in vigore della presente legge, eseguirà le opere seguenti:

ampliamento aerostazioni passeggeri e merci con uffici per servizi statali di controllo doganale e del piazzale sosta aeromobili dell'aeroporto di Linate;

nuove aerostazioni per passeggeri e merci trasportati da aeromobili giganti e supersonici con costruzione di uffici statali per il controllo doganale;

ampliamento sala transito dell'esistente aerostazione internazionale dell'aeroporto della Malpensa;

per entrambi gli aeroporti la SEA eseguirà l'installazione di moderni sistemi elettronici per la registrazione, il controllo dei voli e la formazione dei piani di carico.

Con atto aggiuntivo alla convenzione esistente tra lo Stato e la SEA, da stipularsi tra l'amministrazione e la SEA medesima, saranno precisate le opere da eseguire e le modalità di attuazione.

Art. 2.

In relazione ai nuovi oneri derivanti alla SEA dalla esecuzione delle opere di cui al precedente articolo, la durata del regime giuridico del sistema aeroportuale di Milano, stabilito dall'articolo 1 della legge 18 aprile 1962, n. 194 e dalla relativa convenzione per la disciplina dei rapporti tra l'amministrazione dello Stato e la società per azioni Esercizi aeroportuali in ordine al sistema aeroportuale di Milano del 7 maggio 1962, decorrerà dal termine dei cinque anni previsto dall'articolo precedente.

Con decreto del Ministro per i trasporti e l'aviazione civile, di concerto con i Ministri per il tesoro e per le finanze, sarà dato atto che le opere sopra menzionate sono state regolarmente eseguite e rispondono alle esigenze del traffico e sarà dichiarata operativa la predetta nuova decorrenza del regime giuridico del sistema aeroportuale di Milano.

Qualora la SEA non esegua i previsti lavori nel termine di cinque anni, la disposizione di cui al primo comma non avrà effetto.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 aprile 1968

SARAGAT

MORO — SCALFARO — COLOMBO — PRETI

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

LEGGE 2 aprile 1968, n. **516.**

**Autorizzazione alla concessione di mutui all'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Messina per far fronte ai disavanzi di gestione a tutto il 31 dicembre 1966.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

L'Istituto autonomo per le case popolari per la provincia di Messina è autorizzato a contrarre mutui sino alla concorrenza di lire 1 miliardo allo scopo di avviare

un piano di risanamento della gestione a seguito dei disavanzi creatisi a tutto il 31 dicembre 1965 e per l'esercizio 1966.

I mutui predetti, accordati da istituti di credito di diritto pubblico, assicurativi o previdenziali, e dalle casse di risparmio, sono garantiti dallo Stato e ad essi sono estese le disposizioni previste dagli articoli 2 e 3 della legge 8 aprile 1954, n. 144.

Art. 2.

Sono ceduti all'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Messina tutti i proventi derivanti allo Stato per quote interessi del capitale investito o ad altro titolo dalle locazioni degli alloggi costruiti od in corso di costruzione, all'atto della pubblicazione della presente legge, di proprietà dello Stato, in dipendenza delle leggi 10 aprile 1947, n. 261, 12 aprile 1948, n. 1010, 29 luglio 1949, n. 531, 10 gennaio 1952, n. 9, 4 marzo 1952, n. 137, 9 agosto 1954, n. 640, siti nella provincia di Messina.

Art. 3.

Ferme restando le disposizioni di cui all'articolo 14 della legge 27 aprile 1962, n. 231, concernenti la cessione in proprietà degli alloggi popolari costruiti a totale carico dello Stato, le somme ricavate dalla alienazione di detti alloggi siti nella provincia di Messina, e costruiti ai sensi delle leggi indicate nel precedente articolo 4, sono cedute all'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Messina, anche se già versate nell'apposito capitolo del bilancio di entrata dello Stato ai sensi dell'articolo 21 del decreto del Presidente della Repubblica 17 gennaio 1959, n. 2.

Art. 4.

Gli atti ed i contratti occorrenti per l'attuazione della presente legge sono esenti dalla tassa di bollo e di concessione governativa.

Detti atti e contratti, ove siano soggetti, scontano le sole imposte fisse di registro ed ipotecarie.

Sono esenti dall'imposta di ricchezza mobile gli interessi sulle somme mutuate a tenore e per i fini della presente legge. Parimenti sono esenti dall'imposta di ricchezza mobile gli interessi sulle operazioni di conto corrente ed inoltre sono esenti da tassa di bollo ed imposte di registro gli atti e le quietanze relative alle somme versate e restituite.

Nessuna imposta o tassa è dovuta sulle somme cedute dallo Stato all'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Messina.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 aprile 1968

SARAGAT

MORO — MANCINI — COLOMBO — PRETI — PIERACCINI

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

LEGGE 2 aprile 1968, n. **517**.

**Interpretazione autentica della legge 7 maggio 1965, n. 459.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

*Articolo unico.*

Il requisito dell'ingresso in carriera fino al 31 dicembre 1952, stabilito dalla legge 7 maggio 1965, n. 459, quale condizione per il trattenimento in servizio, per il tempo necessario al raggiungimento dei 40 anni di servizio utile a pensione e comunque non oltre il 70° anno di età, degli ufficiali sanitari e dei sanitari condotti comunque in servizio alla data di entrata in vigore della legge predetta, deve intendersi riferito all'ingresso in carriera, per pubblico concorso, nei ruoli del personale sanitario, sia dello Stato che degli enti locali.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 aprile 1968

SARAGAT

MORO — MARIOTTI

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

LEGGE 2 aprile 1968, n. **518**.

**Liberalizzazione dell'uso delle aree di atterraggio.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

*Articolo unico.*

In deroga al disposto degli articoli 799 e 804 del codice della navigazione, la partenza e l'approdo di aeromobili, le cui particolari strutture tecniche non impongano in maniera esclusiva l'uso degli aeroporti, possono aver luogo in altre località idonee, dette aviosuperfici, ivi compresi ghiacciai, nevai e piste naturali.

Con decreto del Ministro per i trasporti e l'aviazione civile, di concerto con i Ministri interessati, sono fissate le modalità relative alla classificazione delle superfici, alle loro caratteristiche, nonchè i requisiti per l'abilitazione dei piloti all'uso delle stesse.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 aprile 1968

SARAGAT

MORO — SCALFARO

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

LEGGE 2 aprile 1968, n. **519**.

**Modifiche alla legge 3 aprile 1957, n. 235, relativa ai prelievi di parti di cadavere a scopo di trapianto terapeutico.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il secondo comma dell'articolo 1 della legge 3 aprile 1957, n. 235, è sostituito dal seguente:

« Il prelievo è pure consentito su tutti i deceduti sottoposti a riscontro diagnostico a norma dell'articolo 1 della legge 1° febbraio 1961, n. 83, a meno che l'estinto non abbia disposto contrariamente in vita, in maniera non equivoca e per iscritto ».

Art. 2.

L'articolo 3 della legge 3 aprile 1957 n. 235, è sostituito dal seguente:

« Il prelievo può essere effettuato in tutti gli ospedali, civili e militari, nelle cliniche universitarie, negli istituti di cura privati o negli obitori ove vengono eseguiti i riscontri diagnostici. Nel caso in cui il soggetto ne abbia dato valida autorizzazione il prelievo può essere effettuato anche nel luogo del decesso ».

Art. 3.

L'articolo 4 della legge 3 aprile 1957 n. 235, è sostituito dal seguente:

« La domanda di prelievo deve venire presentata al direttore degli ospedali, civili o militari, delle cliniche universitarie e degli istituti di cura privati nei quali si è verificato il decesso o degli obitori presso i quali si effettuano i riscontri diagnostici dal medico che intende procedere al prelievo, controfirmata possibilmente dalla persona per la quale si richiede il prelievo ovvero da un suo congiunto. Dei prelievi eseguiti viene data comunicazione al medico provinciale.

Durante il periodo di osservazione previsto dagli articoli 7, 8 e 9 del regolamento di polizia mortuaria, il prelievo può venire effettuato soltanto previo accertamento della realtà della morte da parte del direttore dell'istituto universitario o del primario dell'ospedale o del capo del reparto ospedaliero o del direttore dell'istituto di cura privato, ove si verificò il decesso; ovvero dall'ufficiale sanitario del comune qualora il decesso sia avvenuto in luogo diverso ed il soggetto abbia dato valida autorizzazione ».

Art. 4.

Il terzo comma dell'articolo 5 della legge 3 aprile 1957, n. 235, è sostituito dal seguente:

« Il direttore dell'istituto universitario o il direttore dell'ospedale o il direttore dell'istituto di cura privato od il direttore dell'obitorio devono indicare, volta per volta, quale salma, tra quelle giacenti nell'istituto o nell'ospedale o nell'obitorio, si trova nelle condizioni previste per essere sottoposta al prelievo ».

Art. 5.

L'articolo 7 della legge 3 aprile 1957, n. 235, è sostituito dal seguente:

« L'originale dei verbali rimane custodito nell'archivio dell'istituto universitario o dell'ospedale o dell'istituto di cura privato o dell'obitorio dove è stato eseguito il prelievo. Copia di tali processi verbali deve essere inviata al medico provinciale a cura del direttore dell'istituto universitario o del direttore dell'ospedale o del direttore dell'istituto di cura privato o del direttore dell'obitorio ».

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 aprile 1968

SARAGAT

MORO — MARIOTTI

Visto, *il Guardasigilli:* REALE

---

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 marzo 1968, n. **520**.

**Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia della B.M.V. Madre della consolazione, in Reggio Calabria.**

N. 520. Decreto del Presidente della Repubblica 11 marzo 1968, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Reggio Calabria in data 21 novembre 1965, integrato con dichiarazione del 25 settembre 1967, relativo alla erezione della parrocchia della B. M. V. Madre della consolazione, in rione Eremo di Reggio Calabria.

Visto, *il Guardasigilli:* REALE
*Registrato alla Corte dei conti, addì* 26 *aprile* 1968
*Atti del Governo, registro n.* 219, *foglio n.* 73. — GRECO

---

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 marzo 1968, n. **521**.

**Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di S. Maria Regina, nel comune di Busto Arsizio.**

N. 521. Decreto del Presidente della Repubblica 11 marzo 1968, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Milano in data 29 aprile 1967, integrato con dichiarazione del 10 giugno successivo, relativo alla erezione della parrocchia di Santa Maria Regina, nel rione Strà per Samarate di Busto Arsizio (Varese). Viene, inoltre, riconosciuta la personalità giuridica della chiesa omonima, sede della parrocchia, con il patrimonio stralciato da quello della chiesa parrocchiale di S. Michele Arcangelo, in Busto Arsizio, costituito dall'area su cui insistono l'edificio sacro, l'oratorio e la casa canonica.

Visto, *il Guardasigilli:* REALE
*Registrato alla Corte dei conti, addì* 26 *aprile* 1968
*Atti del Governo, registro n.* 219, *foglio n.* 69. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 marzo 1968, n. **522**.

**Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di Maria SS.ma Annunziata (vulgo La Badia), in Castelvetrano.**

N. 522. Decreto del Presidente della Repubblica 11 marzo 1968, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Mazara del Vallo in data 15 settembre 1966, integrato con due dichiarazioni del 7 ottobre 1967, relativo alla erezione della parrocchia di Maria SS.ma Annunziata (vulgo La Badia), in Castelvetrano (Trapani).

Visto, *il Guardasigilli:* REALE
*Registrato alla Corte dei conti, addì* 26 *aprile* 1968
*Atti del Governo, registro n.* 219, *foglio n.* 76. — GRECO

---

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 marzo 1968, n. **523**.

**Riconoscimento, agli effetti civili, della unione della parrocchia di S. Maria de Stampatis con quella di S. Giovanni De Restauratis, in Morcone.**

N. 523. Decreto del Presidente della Repubblica 11 marzo 1968, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Benevento in data 1° giugno 1967, relativo alla unione temporanea « aeque principalis » della parrocchia di S. Maria de Stampatis, in Morcone (Benevento), con quella di San Giovanni De Restauratis, nello stesso comune.

Visto, *il Guardasigilli:* REALE
*Registrato alla Corte dei conti, addì* 24 *aprile* 1968
*Atti del Governo, registro n.* 219, *foglio n.* 53. — GRECO

---

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 marzo 1968.

**Nomina di un membro effettivo del consiglio di amministrazione della Cassa depositi e prestiti e degli Istituti di previdenza.**

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 3 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 1° settembre 1947, n. 883;

Vista la legge 22 dicembre 1952, n. 3137, con la quale venne ratificato, con modificazioni, il citato decreto numero 883;

Visto il decreto presidenziale 27 ottobre 1964, con il quale furono nominati per un quadriennio, a decorrere dal 1° settembre 1964, i componenti del consiglio di amministrazione della Cassa depositi e prestiti e degli Istituti di previdenza, sezione seconda, di cui ai numeri 9 e 10 dell'articolo unico della citata legge 22 dicembre 1952, n. 3137;

Visto che con tale decreto venne nominato consigliere effettivo anche il rag. Luigi Parini, fra i rappresentanti degli iscritti ai detti istituti, di cui al n. 9 dell'articolo unico della menzionata legge 22 dicembre 1952, n. 3137;

Considerato che il rag. Luigi Parini è deceduto il 17 gennaio 1968;

Ritenuta la necessità di dover procedere alla nomina di altro consigliere, in sua sostituzione;

Vista la designazione della competente organizzazione sindacale di categoria;

Sulla proposta del Ministro per il tesoro;

Decreta:

In sostituzione del rag. Luigi Parini, deceduto, è chiamato a far parte del consiglio di amministrazione della Cassa depositi e prestiti e degli Istituti di previdenza, sezione seconda, il dott. Alberto Calzolari, quale membro effettivo, in rappresentanza degli iscritti ai detti istituti, per il restante periodo del quadriennio in corso, fino, cioè, al 31 agosto 1968.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 11 marzo 1968

SARAGAT

COLOMBO

*Registrato alla Corte dei conti, addì* 8 *aprile* 1968
*Registro n.* 2 *Istituti previdenza, foglio n.* 83

**(3893)**

---

DECRETO MINISTERIALE 17 novembre 1967.

**Iscrizione del porto di Porto Nogaro-Torviscosa nella 1ª serie della 2ª classe, 2ª categoria dei porti marittimi nazionali.**

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LA MARINA MERCANTILE
E
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto 2 aprile 1885, n. 3095, di approvazione del testo unico sui porti, spiagge e fari;

Visto il regio decreto 26 settembre 1904, n. 713, che approva il regolamento per l'esecuzione della legge predetta;

Visto l'art. 15 del decreto del Presidente della Repubblica 30 giugno 1955, n. 1534;

Visto il decreto interministeriale n. 1010 del 16 gennaio 1963, registrato alla Corte dei conti il 30 marzo 1963, registro n. 14, foglio n. 211, con il quale il complesso portuale Porto Nogaro-Torviscosa in provincia di Udine venne iscritto nella 2ª classe, 2ª serie, della 2ª categoria dei porti nazionali, e fu altresì approvata la designazione degli enti interessati al commercio del porto stesso con l'indicazione delle rispettive loro quote di concorso nelle spese, di cui alla tabella « A » allegata al decreto medesimo;

Considerato che la provincia di Udine con lettera numero 20346, del 26 maggio 1967, ha chiesto, ai sensi dell'art. 9 del regio decreto 26 settembre 1904, n. 713, il passaggio del suddetto complesso portuale dalla 2ª serie della 2ª classe della 2ª categoria alla prima serie della medesima classe e categoria;

Vista la lettera n. 3/9456, del 10 agosto 1967, della capitaneria di porto di Monfalcone, dalla quale risulta che il quantitativo delle merci imbarcate e sbarcate nel complesso portuale di Porto Nogaro-Torviscosa in ciascuno degli anni dell'ultimo triennio 1964-1966 ha superato le 100.000 (centomila) tonnellate;

Ritenuto pertanto che il porto di Porto Nogaro-Torviscosa possiede i requisiti prescritti dall'art. 7, terzo comma, del regio decreto 2 aprile 1885, n. 3095, per il passaggio nella 1ª serie, della 2ª classe, della 2ª categoria dei porti marittimi nazionali;

Visto il parere favorevole manifestato dalla sezione autonoma del genio civile opere marittime di Trieste con foglio n. 4500, del 23 agosto 1967;

Considerato che nessuna variazione occorre apportare nell'elenco degli enti locali interessati al porto ed alle rispettive aliquote di contributo approvato con l'anzicennato decreto interministeriale n. 1010, del 16 gennaio 1963;

Visto l'art. 9, secondo comma, del regio decreto 20 settembre 1904, n. 713;

Decreta:

*Articolo unico.*

Il complesso portuale di porto Nogaro-Torviscosa in provincia di Udine è iscritto nella 1ª serie della 2ª classe, 2ª categoria dei porti marittimi nazionali, ai sensi e per gli effetti del testo unico approvato con regio decreto 2 aprile 1885, n. 3095, fermo restando l'elenco degli enti locali approvato con il decreto n. 1010, del 16 gennaio 1963 citato nelle premesse.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 17 novembre 1967

*Il Ministro per i lavori pubblici*
MANCINI

*Il Ministro per la marina mercantile*
NATALI

*Il Ministro per il tesoro*
COLOMBO

*Registrato alla Corte dei conti, addì 30 marzo 1968*
*Registro n. 7, foglio n. 174*

**(3801)**

---

DECRETO MINISTERIALE 21 dicembre 1967.

**Autorizzazione al comune di Orsogna a contrarre un mutuo per la costruzione di una nuova sede per la pretura.**

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'INTERNO
E
IL MINISTRO PER IL TESORO

Viste le deliberazioni consiliari 14 febbraio 1966, n. 13 e 2 luglio 1966, n. 25, del comune di Orsogna;

Vista la decisione con la quale la giunta provinciale amministrativa di Chieti approva la deliberazione comunale sopraindicata riguardante l'assunzione di un mutuo di L. 26.700.000 per la costruzione di un edificio da adibire a sede della pretura;

Visti il progetto, il preventivo di spesa e gli atti allegati;

Vista la legge 15 febbraio 1957, n. 26;

Vista la domanda del comune di Orsogna del 3 aprile 1967;

Ritenuta la necessità di costruire in Orsogna un nuovo edificio da destinare a sede della pretura;

Decreta:

Art. 1.

Per eseguire la costruzione di un nuovo edificio da destinare a sede della pretura, secondo il progetto presentato ed approvato a firma dell'ing. Giuseppe D'Aquino, il comune di Orsogna è autorizzato a contrarre con il Consorzio di credito per opere pubbliche un mutuo di L. 26.700.000 (ventiseimilionisettecentomila), con la osservanza delle norme di cui agli ultimi tre commi dell'art. 11 della legge 3 agosto 1949, n. 589.

Art. 2.

Allo stesso scopo e per l'ammortamento di tale mutuo è concesso al comune di Orsogna un contributo straordinario da prelevare sulla somma annua stanziata nel bilancio del Ministero di grazia e giustizia, a termini dell'art. 2 della legge 15 febbraio 1957, n. 26 nella misura di L. 2.531.500 (duemilionicinquecentotrentunomilacinquecento) annue (pari in cifra tonda all'85 % dell'annualità di ammortamento del mutuo dell'importo massimo di L. 26.700.000 da contrarre ai sensi del precedente art. 1) per la durata di anni 15 con decorrenza dall'esercizio finanziario 1967.

Art. 3.

I lavori di cui all'art. 1 dovranno essere ultimati entro e non oltre tre anni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale*, pena la revoca del contributo concesso.

Art. 4.

Previa presentazione di regolare atto di mutuo, il Ministero di grazia e giustizia corrisponderà entro il 30 giugno di ciascun anno per tutta la durata dell'ammortamento direttamente ed irrevocabilmente al Consorzio di credito per opere pubbliche, per conto del comune di Orsogna, il contributo straordinario dello Stato indicato nel precedente art. 2.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 21 dicembre 1967

*Il Ministro per la grazia e giustizia*
REALE

*Il Ministro per l'interno*
TAVIANI

*Il Ministro per il tesoro*
COLOMBO

*Registrato alla Corte dei conti, addì 10 aprile 1968*
*Registro n. 11 Grazia e giustizia, foglio n. 221*

**(4169)**

---

DECRETO MINISTERIALE 23 gennaio 1968.

**Emissione di nuove carte valori postali ordinarie, rispondenti alle nuove tariffe postali stabilite con decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1967, n. 663.**

IL MINISTRO
PER LE POSTE E LE TELECOMUNICAZIONI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto l'art. 21 del codice postale e delle telecomunicazioni, approvato col regio decreto 27 febbraio 1936, n. 645;

Visto l'art. 238 del regolamento per i servizi postali (titolo preliminare e parte prima), approvato col regio decreto 18 aprile 1940, n. 689;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1967, n. 663, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 200 del 10 agosto 1967, recante alcune modificazioni alle tariffe postali per l'interno;

Riconosciuta l'opportunità di emettere, a complemento di quelle esistenti, nuovi tipi di carte valori postali rispondenti alle tariffe modificate;

Decreta:

Art. 1.

E' autorizzata l'emissione delle seguenti nuove carte valori postali:

*a*) francobolli ordinari da L. 55, 125, 180 e 300;

*b*) francobolli per pacchi postali da L. 80, 90, 120, 160, 180, 240;

*c*) marche per il recapito autorizzato della corrispondenza da L. 35;

*d*) marche per il trasporto dei pacchi in concessione da L. 150, 220 e 290;

*e*) cartoline postali per l'interno, semplici da L. 40 e con risposta pagata da L. 40+40;

*f*) cartoline postali per l'interno a tariffa ridotta da L. 20;

*g*) biglietti postali da L. 50 | 5.

Art. 2.

Con successivo provvedimento saranno indicate le caratteristiche tecniche delle carte valori postali di cui all'art. 1 del presente decreto.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 23 gennaio 1968

*Il Ministro per le poste e le telecomunicazioni*
SPAGNOLLI

*Il Ministro per il tesoro*
COLOMBO

*Registrato alla Corte dei conti, addì* 28 *marzo* 1968
*Registro n.* 15 *Poste e telecom., foglio n.* 087

**(3908)**

---

DECRETO MINISTERIALE 1° marzo 1968.
**Costituzione della commissione prevista dall'articolo 2 della legge 23 gennaio 1968, n. 33.**

IL MINISTRO PER LA SANITA'
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E LE FORESTE

Vista la legge 23 gennaio 1968, n. 33, che reca modifiche alla legge 9 giugno 1964, n. 615, e che, all'art. 2, prevede una commissione avente il compito di esprimere il parere sui piani nazionali di profilassi e di risanamento degli allevamenti dalla tubercolosi e dalla brucellosi bovina, ovina e caprina, sulla misura, criteri e modalità di corresponsione della apposita indennità a favore dei proprietari dei bovini infetti abbattuti nonchè sui programmi di risanamento e di profilassi previsti dall'art. 3 della citata legge 23 gennaio 1968, n. 33;

Viste le designazioni dell'Unione nazionale delle province d'Italia, dell'Associazione nazionale comuni d'Italia, della Associazione italiana degli allevatori nonchè delle associazioni più rappresentative dei coltivatori diretti, dei mezzadri, degli agricoltori e delle organizzazioni cooperative agricole;

Decreta:

Art. 1.

La commissione presso il Ministero della sanità prevista dall'art. 2 della legge 23 gennaio 1968, n. 33 per il periodo 1° marzo 1968-31 dicembre 1973 è composta come segue:

*Presidente*:

Bellani prof. Luigino, direttore generale dei servizi veterinari del Ministero della sanità.

*Membri*:

Di Martino Vittorio, ispettore generale della direzione generale della produzione agricola del Ministero dell'agricoltura e delle foreste;

Rossi dott. Salvatore, ispettore generale capo dei servizi zootecnici del Ministero dell'agricoltura e foreste;

Nociti dott. Domenico, ispettore generale amministrativo del Ministero della sanità;

Cavrini prof. Carlo, veterinario provinciale capo del Ministero della sanità;

Gava prof. Antonio, rappresentante dell'Unione nazionale delle province d'Italia;

Cabras dott. Paolo, rappresentante dell'Associazione nazionale comuni d'Italia;

Mondini Pietro, rappresentante dell'Associazione italiana allevatori;

Bianchini dott. Pietro e Viali dott. Giorgio, rappresentanti dei coltivatori diretti;

Mariani Malvino e Priori Antonio, rappresentanti dei mezzadri;

Ciarrocca dott. Nicola, rappresentante degli agricoltori;

Gregorio prof. Luciano e Salsi dott. Avandino, rappresentanti delle organizzazioni cooperative agricole.

*Segretario*:

Bracalenti dott. Silvano, veterinario provinciale superiore del Ministero della sanità.

Art. 2.

Ai componenti la commissione sarà corrisposto il compenso previsto dall'art. 1 del decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 5 e successive modifiche.

Ai medesimi, residenti fuori Roma ed estranei alla amministrazione dello Stato, sarà inoltre corrisposto il trattamento economico di missione dovuto ai funzionari dello Stato che rivestono la qualifica di direttore di divisione (coeff. 500) giusta l'assenso del Ministero del tesoro di cui alla nota del 5 giugno 1965, n. 118772, mentre ai componenti che risiedono fuori Roma e siano funzionari statali verrà corrisposto il trattamento economico di missione previsto per la qualifica da essi rivestita.

Art. 3.

Le spese relative ai gettoni di presenza e quelle relative al trattamento economico di missione graveranno sul capitolo 1264 dello stato di previsione della spesa del Ministero della sanità per l'anno finanziario 1968 e sui corrispondenti capitoli degli esercizi successivi.

La spesa presunta per i gettoni di presenza è di lire 1.000.000 (unmilione) annue.

Art. 4.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana, dopo la registrazione della Corte dei conti.

Roma, addì 1° marzo 1968

*Il Ministro per la sanità*
MARIOTTI

*Il Ministro per l'agricoltura e le foreste*
RESTIVO

*Registrato alla Corte dei conti, addì 29 marzo 1968*
*Registro n. 5 Sanità, foglio n. 24*

**(3814)**

---

DECRETO MINISTERIALE 5 marzo 1968.
**Ricostituzione del collegio dei revisori dell'ente autonomo « Mostra d'oltremare e del lavoro italiano nel mondo ».**

IL MINISTRO PER LE PARTECIPAZIONI STATALI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Visto il regio decreto 4 aprile 1938, n. 2215, con cui è stato approvato lo statuto dell'ente autonomo « Mostra triennale delle terre italiane d'oltremare », con sede in Napoli;

Visto il decreto legislativo 6 maggio 1948, n. 1314, relativo alla trasformazione dell'ente suddetto in ente autonomo « Mostra d'oltremare e del lavoro italiano nel mondo »;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 30 giugno 1955, n. 1351, relativo al trasferimento al Ministero delle finanze delle attribuzioni già spettanti al soppresso Ministero dell'Africa italiana in materia di vigilanza sull'ente autonomo « Mostra d'oltremare e del lavoro italiano nel mondo »;

Visto l'art. 2 della legge 22 dicembre 1956, n. 1589, concernente la istituzione del Ministero delle partecipazioni statali;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri di concerto con il Ministro per le partecipazioni statali, con il Ministro per il tesoro e con il Ministro per le finanze, in data 26 giugno 1957, registrato alla Corte dei conti il 27 agosto 1957, registro n. 1 partecipazioni statali, foglio n. 28, con cui sono stati devoluti al Ministero delle partecipazioni statali tutti i compiti e le attribuzioni già esercitati dai Ministeri delle finanze e del tesoro, per quanto concerne le partecipazioni statali nell'ente autonomo « Mostra d'oltremare e del lavoro italiano nel mondo »;

Visto il proprio decreto in data 25 febbraio 1964, di concerto con il Ministro per l'industria ed il commercio, registrato alla Corte dei conti il 10 marzo 1964, registro n. 3 partecipazioni statali, foglio n. 307, con cui venne nominato il collegio dei revisori dell'ente autonomo « Mostra d'oltremare e del lavoro italiano nel mondo » per il triennio 1964-1966;

Visto il proprio decreto in data 3 luglio 1964, di concerto con il Ministro per l'industria ed il commercio, registrato alla Corte dei conti il 13 luglio 1964, registro n. 3 partecipazioni statali, foglio n. 346, con cui il dottor Antonio Diamare venne nominato membro effettivo del collegio dei revisori dell'ente autonomo « Mostra d'oltremare e del lavoro italiano nel mondo », in sostituzione del dott. Vittorio Zanola, dimissionario;

Ritenuta la necessità di provvedere alla ricostituzione dell'organo suddetto per decorrenza del periodo di nomina;

Viste le designazioni delle amministrazioni interessate;

Decreta:

Il collegio dei revisori dell'ente autonomo « Mostra d'oltremare e del lavoro italiano nel mondo », è composto come segue:

D'Onofrio dott. Tommaso, membro effettivo, in rappresentanza del Ministero del tesoro, presidente;

Alfieri dott. Nicola, membro effettivo, in rappresentanza del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato;

Diamare dott. Antonio, membro effettivo, in rappresentanza del Ministero delle partecipazioni statali;

Badolati rag. Giovanni, membro supplente, in rappresentanza del Ministero del tesoro;

Pupillo dott. Giuseppe, membro supplente, in rappresentanza del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato;

Lucidi Pressanti dott. Francesco, membro supplente, in rappresentanza del Ministero delle partecipazioni statali.

La nomina ha la durata di un triennio.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 5 marzo 1968

*Il Ministro per le partecipazioni statali*
BO

*Il Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato*
ANDREOTTI

*Registrato alla Corte dei conti, addì 3 aprile 1968*
*Registro n. 5 Partecipazioni statali, foglio n. 96*

**(3802)**

---

DECRETO MINISTERIALE 26 aprile 1968.
**Denuncia delle superfici investite a grano duro.**

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E LE FORESTE

Visto il trattato istitutivo della Comunità economica europea;

Visto il regolamento n. 120/67 in data 13 giugno 1967 del Consiglio dei Ministri della Comunità economica europea, relativo alla organizzazione comune dei mer-

cati nel settore dei cereali e in particolare quanto disposto dall'art. 10 per l'erogazione di una sovvenzione alla produzione di grano duro;

Visto il regolamento n. 864/67 del 14 novembre 1967 con il quale il Consiglio dei Ministri della Comunità economica europea, ha fissato, tra l'altro, il prezzo minimo garantito alla produzione di grano duro applicabile per la campagna di commercializzazione 1968-69;

Ritenuta la necessità di emanare norme per assicurare in tempo utile l'accertamento delle superfici seminate a grano duro ai fini della corresponsione della sovvenzione suddetta;

Decreta:

Art. 1.

I conduttori di aziende agricole devono presentare denuncia delle superfici seminate a grano duro nell'annata agraria 1967-68.

In caso di conduzione associata la denuncia può essere presentata da un solo conduttore, anche a nome e per conto dei coltivatori associati.

Le denuncie devono essere prodotte entro e non oltre il 31 maggio 1968, in duplice esemplare, al comune di appartenenza che provvederà a rimetterne l'originale all'ispettorato provinciale dell'alimentazione competente per territorio e ad affiggerne copia nell'albo comunale.

Nella denuncia vanno precisati la superficie seminata a grano duro, la località dove è sita l'azienda ed i nomi degli eventuali coltivatori associati.

Art. 2.

Gli ispettorati provinciali dell'alimentazione, in collaborazione con gli ispettorati provinciali dell'agricoltura, provvederanno al controllo delle denuncie di cui al precedente articolo.

Art. 3.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 26 aprile 1968

*Il Ministro*: RESTIVO

**(4151)**

---

DECRETO MINISTERIALE 26 aprile 1968.

**Affidamento all'Azienda di Stato per gli interventi nel mercato agricolo (A.I.M.A.) del servizio di intervento di mercato nel settore delle carni suine.**

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E LE FORESTE

Visto il trattato istitutivo della Comunità economica europea, ratificato con legge 14 ottobre 1957, n. 1203;

Visto il regolamento n. 121/67 adottato in data 13 giugno 1967 dal Consiglio dei Ministri della Comunità economica europea, relativo alla organizzazione comune dei mercati nel settore delle carni suine, ed in particolare gli articoli 3, 4 e 5;

Visto il regolamento n. 211/67, adottato in data 27 giugno 1967 dal Consiglio dei Ministri della Comunità economica europea, relativo alla determinazione della tabella comunitaria di classificazione delle carcasse di suino;

Visto il regolamento n. 391/68, adottato in data 1° aprile 1968 della commissione della Comunità economica europea, relativo alle modalità di applicazione degli acquisti di intervento nel settore delle carni suine;

Visto il regolamento n. 469/68, adottato in data 17 aprile 1968 dalla commissione della Comunità economica europea, che stabilisce le misure di intervento da attuare nel settore delle carni suine;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 28 luglio 1967, registrato alla Corte dei conti il 18 agosto 1967, registro n. 15, foglio n. 75, con il quale sono affidati all'Azienda di Stato per gli interventi nel mercato agricolo (A.I.M.A.) i compiti di intervento nel settore delle carni suine;

Decreta:

Art. 1.

A decorrere dal 29 aprile 1968 ha attuazione il servizio di intervento di mercato nel settore delle carni suine previsto dal regolamento n. 469/68 adottato in data 17 aprile 1968 dalla commissione della Comunità economica europea. Detto servizio è affidato alla Azienda di Stato per gli interventi nel mercato agricolo (A.I.M.A.).

Art. 2.

A partire dalla anzidetta data del 29 aprile 1968 la A.I.M.A. acquista, alle condizioni definite dal regolamento n. 391/68 della commissione della CEE, i prodotti di cui al punto 1) dell'allegato a detto regolamento, che sono ad essa offerti, nella misura in cui questi prodotti rispondono alle esigenze della classe *B* definita nell'allegato I del regolamento n. 211/67 del consiglio della CEE, relativo alla classificazione comunitaria delle carcasse di suino.

Per l'applicazione del comma precedente, i prodotti compresi al punto 1) dell'allegato al regolamento numero 391/68 sono considerati come aventi un peso inferiore del 12 % rispetto a quello della carcassa definita nell'allegato II del regolamento n. 211/67.

Art. 3.

Il prezzo di acquisto ammonta a L. 46.094 per 100 chilogrammi di carcasse o mezzene di suino, fresche o refrigerate:

provenienti da animali macellati da quattro giorni al massimo ed opportunamente dissanguati;

separate in parti simmetriche secondo un piano verticale corrispondente alla colonna vertebrale;

presentate senza testa, guance, gola, sugna, rognoni, zampe anteriori, coda, giogaia e midollo spinale.

Art. 4.

I centri di intervento funzioneranno nelle seguenti località: Brescia, Cremona, Ferrara, Forlì, Modena, Reggio Emilia.

L'A.I.M.A. adotterà tutte le misure idonee per assicurare che le operazioni di presa in carico, di congelazione e di buona conservazione dei prodotti ammassati siano effettuate in condizioni tecniche soddisfacenti.

Roma, addì 26 aprile 1968

*Il Ministro*: RESTIVO

**(4152)**

# DISPOSIZIONI E COMUNICATI

## MINISTERO DELL'INTERNO

**Autorizzazione all'Istituto nazionale assistenza dipendenti enti locali ad acquistare una porzione di immobile sito in Ascoli Piceno.**

Con decreto del Ministro per l'interno, n. 15700.N.IV.A.52/3931, in data 10 aprile 1968, — sentito il Ministero del tesoro, ragioneria generale dello Stato — l'Istituto nazionale assistenza dipendenti enti locali viene autorizzato ad acquistare la porzione dell'immobile sito in Ascoli Piceno, via Asiago, di proprietà dell'impresa edile Amedeo Alesi, per un prezzo non superiore a L. 32.000.000 (trentaduemilioni).

**(3887)**

## MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

**Scioglimento di undici società cooperative di varie provincie**

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 17 aprile 1968 le seguenti società cooperative sono state sciolte ai sensi dell'art. 2544 del codice civile senza far luogo alla nomina di commissario liquidatore non essendovi rapporti patrimoniali da definire:

1) Società cooperativa edilizia « Felix », con sede in Casale Monferrato (Alessandria), costituita per rogito Montarolo in data 2 luglio 1962, repertorio n. 24093;

2) Società cooperativa agricola « Cantina sociale di Arce », con sede in Arce (Frosinone), costituita per rogito Loyola in data 2 febbraio 1964, repertorio n. 3980;

3) Società cooperativa edilizia « Delle Grazie », con sede in Arpino (Frosinone), costituita per rogito Loyola in data 20 settembre 1964, repertorio n. 4477;

4) Società cooperativa edilizia « Edile ACLI », con sede in Paliano (Frosinone), costituita per rogito D'Alessandro in data 19 gennaio 1963, repertorio n. 854;

5) Società cooperativa « Edilizia Farnese », con sede in S. Giovanni Incarico (Frosinone), costituita per rogito De Nigris in data 25 agosto 1963, repertorio n. 6078;

6) Società cooperativa agricola « Cantina sociale Scalambra », con sede in La Forma di Serrone (Frosinone), costituita per rogito D'Alessandro in data 20 maggio 1962, repertorio n. 681;

7) Società cooperativa agricola « Cantina sociale in Matelica », con sede in Matelica (Macerata), costituita per rogito Acquaticci in data 30 gennaio 1964, repertorio n. 9274;

8) Società cooperativa di produzione e lavoro « Audacia », con sede in Napoli, costituita per rogito Catalano in data 16 febbraio 1947, repertorio n. 59000;

9) Società cooperativa ed. « Sole », con sede in S. Giorgio di Pietragalla (Potenza), costituita per rogito Perri Pedio in data 18 marzo 1963, repertorio n. 3767;

10) Società cooperativa edilizia « Domus », con sede in Cervia (Ravenna), costituita per rogito Ferlanti in data 27 novembre 1949, repertorio n. 1571;

11) Società cooperativa edilizia « Mughetto Bissolati », con sede in Roma, costituita per rogito Colozza in data 18 settembre 1963, repertorio n. 20809.

**(3997)**

**Scioglimento della società cooperativa « Lavoranti barbieri albergo diurno Cobianchi », con sede in Padova**

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 9 aprile 1968, la società cooperativa « Lavoranti barbieri albergo diurno Cobianchi », con sede in Padova, costituita per rogito Todeschini in data 15 novembre 1948, repertorio 5377, è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del codice civile, con nomina di commissario liquidatore nella persona del dott. Antonio Tamborino.

**(3916)**

**Sostituzione del liquidatore della società cooperativa « Insegnanti Sestesi », con sede in Sesto S. Giovanni**

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 9 aprile 1968, il sig. Pierangelo Scotti è stato nominato liquidatore della società cooperativa edilizia « Insegnanti Sestesi », con sede in Sesto S. Giovanni (Milano), costituita per rogito Viale in data 9 aprile 1962, repertorio n. 24485, in sostituzione del sig. Sorbi Pericle.

**(3917)**

**Sostituzione del liquidatore della società cooperativa edile « A. Diaz », con sede in Alassio**

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 9 aprile 1968, il dott. Cesare Arcangelo Salvatore è stato nominato liquidatore della società cooperativa edile « A. Diaz », con sede in Alassio (Savona), costituita per rogito Airaldi in data 10 agosto 1941, repertorio n. 84, in sostituzione del sig. Volpi Antonio.

**(3918)**

**Sostituzione del liquidatore della società cooperativa di produzione, con sede in Savona**

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 9 aprile 1968, il dott. Cesare Arcangelo Salvatore è stato nominato liquidatore della società cooperativa di produzione, con sede in Savona, costituita per rogito Bordone in data 8 febbraio 1945, in sostituzione dei signori Baldizzone Carlo e Pasi Dante.

**(3919)**

## MINISTERO DELLA DIFESA

**Revoca di concessione di decorazioni al valor militare**

*Decreto presidenziale 3 febbraio 1968*
*registrato alla Corte dei conti, addì 22 marzo 1968*
*registro n. 8 Difesa, foglio n. 343*

Sono revocate le seguenti decorazioni al valor militare:

MEDAGLIE DI BRONZO

Bertini Bice di Carlino, classe 1916. — La medaglia di bronzo al valor militare concessa con decreto presidenziale 22 marzo 1967 (Bollettino ufficiale 1967, dispensa 22, pagina 2980) viene revocata in quanto per lo stesso fatto d'arme alla Bertini era stata già conferita una medaglia d'argento al valor militare (Decreto presidenziale 17 dicembre 1963 Bollettino ufficiale 1954, dispensa 9, pagina 551).

Cardona Armando di Antonio, classe 1923. — La medaglia di bronzo al valor militare concessa con decreto presidenziale 1° dicembre 1952 (Bollettino ufficiale 1953, dispensa 30, pagina 2613) viene revocata in quanto per lo stesso fatto d'arme al Cardona è stata conferita la nomina a sottotenente in s.p.e. per m.g. per attività partigiana (decreto presidenziale 11 febbraio 1954 Bollettino ufficiale 1954, dispensa 24, pagina 1955).

**(3718)**

## MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

**Esito di ricorso**

Con decreto del Presidente della Repubblica del 28 febbraio 1968, registrato alla Corte dei conti il 6 aprile 1968, registro n. 27 Pubblica istruzione, foglio n. 137, è stato respinto il ricorso straordinario proposto dal prof. Giacomo Antonio Crisafulli avverso la negata iscrizione nell'elenco degli insegnanti incaricati stabili per l'insegnamento di materie giuridiche negli istituti tecnici.

**(3998)**

# MINISTERO DELLA SANITÀ

DIREZIONE GENERALE DEL SERVIZIO FARMACEUTICO

**Elenco n. 84 delle revoche in seguito a rinuncia, di registrazione di specialità medicinali nazionali ed estere, disposte con decreto ministeriale n. 4112/R in data 20 febbraio 1968**

| N. d'ordine | SPECIALITÀ MEDICINALI serie, categorie e confezioni | DITTA E SEDE | Data di registrazione | Numero registrazione | Data di dichiarazione di rinuncia |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | *Bulgaricus Anfera*, 12 flaconc. x 2 cc tipo sempl. . . | Angelini Francesco, via Flaminia, 111, Ancona | 15-10-1960 | 7032 | 1-12-1967 |
| 2 | *Bulgaricus Anfera*, 12 flaconc. x 2 cc tipo vitaminico | Id. | 15-10-1960 | 7032/A | 1-12-1967 |
| 3 | *Beltiosan*, 30 compresse . . . . . . . . . . . | Id. | provv. del 16-10-1961 | 5492 | 1-12-1967 |
| 4 | *Ergosterina irradiata*, flac. gocce x 20 cc. . . . . | Id. | 11- 2-1953 | 2872/B | 1-12-1967 |
| 5 | *Fosfidral*, 50 compresse . . . . . . . . . . . . | Id. | 2- 5-1949 | 2015 | 1-12-1967 |
| 6 | *Jodotropina Anfera*, flac. x 150 cc di sciroppo tipo semplice | Id. | 22-10-1953 | 8151 | 1-12-1967 |
| 7 | *Jodotropina*, flac. x 150 cc di sciroppo con vit. B1 | Id. | 25- 6-1956 | 8151/B | 1-12-1967 |
| 8 | *Pansulfa Penicillina*, 3 supposte per adulti . . . . | Id. | 23- 3-1953 | 2257/F | 1-12-1967 |
| 9 | *Vasorutina emostatica*, 10 fiale x 2 cc. . . . . . | Id. | 11-10-1954 | 2014/B | 6-10-1967 |
| 10 | *Vasorutina emostatica*, 12 compresse . . . . . | Id. | 11-10-1954 | 2014/C | 6-10-1967 |
| 11 | *Vitamina B1 Angelini*, 3 fiale x 1 cc da mg 15 . . | Id. | 14-11-1951 | 5567 | 1-12-1967 |
| 12 | *Reumaflex* 500, 3, 5 e 10 fiale da 3 ml . . . . . . | Alfa farmaceutici, via Cimabue, 9/5, Bologna | 16- 3-1964 provv. del 11-11-1967 | 20203/A | 1-12-1967 |
| 13 | *Reumaflex* 1000, 3, 5 e 10 fiale da 3 ml . . . . . . | Id. | 16- 3-1964 provv. del 11-11-1967 | 20203/A-1 | 1-12-1967 |
| 14 | *Colture vive dib. Bang V*, (uso veterinario) 1 e 5 fiale x 10 cc. di 1° grado | Ist. zooprof. sperim. della Lombardia dell'Emilia, via Cremona, 282, Brescia | 7- 3-1960 | 16774 | 18- 4-1967 |
| 15 | *Colture vive di Bang V*, (uso veterinario) 1 e 5 fiale x 10 cc di 2° grado | Id. | 7- 3-1960 | 16774/1 | 18- 4-1967 |
| 16 | *Cortina Negroni*, 6 fiale x 1 cc. di 1° grado, 3 fiale x 1 cc. di 2° grado | Pietro Negroni S.p.A., via Aglio, 4, Cremona | 9-11-1966 | 1692/A | 30-11-1967 13-11-1967 |
| 17 | *Clorofillina Piam*, flac. x 100 cc. di soluzione, tubetto x g. 25 di crema | Vecchi Piam, via Padre Semeria, 5, Genova | 28- 3-1951 | 4700 | 28- 3-1951 13-11-1967 |
| 18 | *Clorofillina Piam*, flac. x 500 cc. di soluzione . . . | Id. | 14-12-1951 | 4700/A | 28- 3-1951 |
| 19 | *Pasta Bignone*, 30 pastiglie . . . . . . . . . . . | Farm. Rota dei dott. Revelli, via C. Queirolo, 65, Arma di Taggia (Imperia) | 29- 5-1957 | 12542 | 17-10-1967 |
| 20 | *Robson*, flac. sciroppo da g. 250 . . . . . . . . . | Id. | 12- 8-1957 | 12779 | 17-10-1967 |
| 21 | *Terpenal*, 30 pastiglie . . . . . . . . . . . . . | Id. | 15- 4-1955 | 9903 | 17-10-1967 |
| 22 | *Peritrate potenziato* (cat.), 25, 50 e 100 compresse da mg. 520 | A. Angiolini & C., via Balzaretti, 9, Milano | 14- 7-1960 | 10000/E | 20-10-1967 |
| 23 | *Asmodil*, flac. scir. da g. 180 . . . . . . . . . . | A.G.I.P.S., via Zanella, 44/7, Milano | 29-10-1957 | 13113 | 17-11-1967 |
| 24 | *Ditiamina*, 60 compresse da g. 0,050 . . . . . . . | Benros Medicinali, via Petrarca, 24, Milano | 26- 1-1963 | 19552 | 11-10-1967 |
| 25 | *Aminosalyl*, 6 fiale x 10 cc. tipo sempl. . . . . | Lab. Bouty S.p.A. via Vanvitelli 6, Milano | 26- 9-1950 | 3890 | 6-12-1967 |
| 26 | *Aminosalyl*, 6 fiale x 10 cc. tipo analgesico . . . . | Id. | 4- 8-1956 | 3890/A | 6-12-1967 |
| 27 | *Metharfer*, flac. gocce x 20 cc. . . . . . . . . . | Id. | 14- 5-1956 | 11129 | 11-12-1967 |
| 28 | *Metharfer*, 10 fiale x 1 cc. . . . . . . . . . . . | Id. | 25- 7-1956 | 11129/A | 11-12-1967 |
| 29 | *Cebion*, 10 compresse da g. 0,20 tipo forte . . . . | Bracco Industria Chimica, via E. Folli, 50, Milano | 5- 5-1958 | 3366/A | 31-12-1967 |
| 30 | *Cebion fortissimum*, 10 compresse da mg. 500 . . . | Id. | 28-11-1966 | 3366/A-3 | 31-12-1967 |
| 31 | *Cebion*, 100 compresse da g. 0,05 tipo semplice . . . | Id. | 5- 5-1958 | 3366/E | 31-12-1967 |
| 32 | *Cytobion*, 3 fiale x 1 cc. da mcg. 15 . . . . . . . | Id | 17- 5-1958 | 5816 | 31-12-1967 |
| 33 | *Cytobion*, 6 fiale x 1 cc. da mcg. 1000 tipo fortissimum | Id | provv. del 4- 3-1963 | 5816/1 | 31-12-1967 |
| 34 | *Cytobion*, 3 fiale x 1 cc. da mcg. 30 tipo forte . . . | Id. | 17- 5-1958 | 5816/2 | 31-12-1967 |
| 35 | *Decentan*, 5 fiale x 1 cc. da mg. 5 . . . . . . . . | Id. | 20- 8-1959 | 15430/A | 31-12-1967 |
| 36 | *Decentan*, 5 e 10 supposte da mg. 4 . . . . . . . . | Id. | 22-12-1959 | 15430/D | 31-12-1967 |

| N. d'ordine | SPECIALITÀ MEDICINALI serie, categorie e confezioni | DITTA E SEDE | Data di registrazione | Numero registrazione | Data di dichiarazione di rinuncia |
|---|---|---|---|---|---|
| 37 | *Diazil* (uso umano), 5 fiale × 5 cc | Bracco Industria Chimica, via E. Folli, 50, Milano | 18- 5-1946<br>31- 3-1952 | 442 | 31-12-1967 |
| 38 | *Diazil* (uso umano), tubo da g. 10 al 5% di pomata oftal., flacone sciroppo da g. 100 al 10% | Id. | 1- 4-1952 | 442/B | 31-12-1967 |
| 39 | *Diazil* (uso umano), tubo da g. 3 di polvere per uso chirurgico | Id. | 1- 4-1952<br>5- 4-1954 | 442/C | 31-12-1967 |
| 40 | *Diazil* (uso umano), 10 supposte per bambini, 10 supposte per adulti | Id. | 13- 2-1953 | 442/D | 31-12-1967 |
| 41 | *Diazil penicillina* (uso umano), 12 compresse | Id. | 9- 6-1954 | 442/E | 31-12-1967 |
| 42 | *Diazil* (uso veterinario), 10 compresse da g. 1, 10 compresse da g. 2, 5 fiale da 5 cc. al 20%, flac. da g. 3 di polvere per uso chirur., flac. da g. 10 di sale sodico, flac. da 50 di sale sodico | Id. | 31- 3-1952 | 442/A | 31-12-1967 |
| 43 | *Diazil sodico* (uso veterinario), flac. da 250 cc. di soluz. al 25%, flac. da 100 cc. di soluz. al 25% | Id. | lettera del 31-10-1952<br>5- 4-1954 | 442/C | 12- 7-1967 |
| 44 | *Digimerck*, 5 fiale × 1 cc. da mg. 0,25 | Id. | 10- 5-1958 | 8633/B | 31-12-1967 |
| 45 | *Digimerck*, 5 e 10 supposte da mg. 0,25 | Id. | 10- 5-1958 | 8633/C | 31-12-1967 |
| 46 | *Diurex*, 20 compresse | Id. | 10-10-1959 | 15950 | 31-12-1967 |
| 47 | *Doryl*, flac. contagocce × 10 cc. di soluz. all'1% | Id. | 16- 5-1958 | 3646 | 31-12-1967 |
| 48 | *Doryl*, 20 compresse da g 0,002 | Id. | 16- 5-1958 | 3646/A | 31-12-1967 |
| 49 | *Doryl*, 10 fiale × 1 cc. | Id. | 16- 5-1958 | 3646/B | 31-12-1967 |
| 50 | *Estromenin*, 5 fiale × 1 cc. da mg. 1 | Id. | 17- 5-1958 | 4263 | 31-12-1967 |
| 51 | *Estromenin*, 20 compresse da mg. 1 | Id. | 17- 5-1958 | 4263/E | 31-12-1967 |
| 52 | *Eucodale*, 10 e 20 compresse da g. 0,005 | Id. | 7- 6-1958 | 3430 | 31-12-1967 |
| 53 | *Eucodale*, 5 fiale × 1 cc. da g. 0,01 | Id. | 21- 1-1958 | 3430/B | 31-12-1967 |
| 54 | *Eucodale*, 5 fiale × 1 cc. da g. 0,02 | Id. | 7- 6-1958 | 3430/B-1 | 31-12-1967 |
| 55 | *Eupaco*, 10 compresse | Id. | 29- 5-1958 | 8289 | 31-12-1967 |
| 56 | *Eupaco*, 3 fiale × 1 cc. | Id. | 29- 5-1958 | 8289/B | 31-12-1967 |
| 57 | *Fortecortin*, 20 compresse da mg. 0,50 | Id. | provv. del 19- 9-1962 | 16260 | 31-12-1967 |
| 58 | *Fortecortin*, 20 compresse da mg. 0,75 | Id. | provv. del 19- 9-1962 | 16260/1 | 31-12-1967 |
| 59 | *Joduron*, fiala × 5 cc. + f. × 1 cc. al 30% | Id. | 11-10-1954<br>7- 3-1960 | 6359/1 | 31-12-1967 |
| 60 | *Joduron*, fiala × 10 cc. + f. × 1 cc. al 30% | Id. | 11-10-1954<br>7- 3-1960 | 6359/2 | 31-12-1967 |
| 61 | *Joduron*, fiala × 20 cc. + f. × 1 cc. al 30% | Id. | 11-10-1954<br>7- 3-1960 | 6359/3 | 31-12-1967 |
| 62 | *Joduron*, fiala × 10 cc. + fiala × 1 cc. al 50% | Id. | 11-10-1954<br>7- 3-1960 | 6359/4 | 31-12-1967 |
| 63 | *Joduron*, fiala × 20 cc. + fiala × 1 cc. al 50% | Id. | 11-10-1954<br>7- 3-1960 | 6359/5 | 31-12-1967 |
| 64 | *Joduron*, fiala × 10 cc. + fiala × 1 cc. al 70% | Id. | 11-10-1954<br>7- 3-1960 | 6359/6 | 31-12-1967 |
| 65 | *Joduron*, fiala × 20 cc. + fiala × 1 cc. al 70% | Id. | 11-10-1954<br>7- 3-1960 | 6359/7 | 31-12-1967 |
| 66 | *Joduron*, fiala × 50 cc. + fiala × 1 cc. al 70% | Id. | 11-10-1954<br>7- 3-1960 | 6359/8 | 31-12-1967 |
| 67 | *Joduron B*, flac. × 20 cc. | Id. | 11-10-1954<br>7- 3-1960 | 6259/A | 31-12-1967 |
| 68 | *Nicota*, 10 compresse | Id. | 11- 4-1958 | 9019 | 31-12-1967 |
| 69 | *Nicota*, 10 fiale × 1 cc. | Id. | 11- 4-1958 | 9019/A | 31-12-1967 |
| 70 | *Propyliodon*, flac. × 20 cc. di sospens. | Id. | 5- 3-1957 | 12271 | 31-12-1967 |
| 71 | *Seibion*, 5 e 10 supp. da mg. 50 | Id. | 20- 5-1958<br>6- 5-1960 | 5871/A | 31-12-1967 |
| 72 | *Straminol*, baratt. da g. 20 di polvere vulnerario all'1% P.P. | Id. | 10- 5-1955 | 9846/A | 31-12-1967 |
| 73 | *Straminol*, baratt. da g. 20 di unguento vulnerario allo 0,1% | Id. | 10- 5-1955 | 9846/D | 31-12-1967 |
| 74 | *Ultracarbo*, 50 compresse da g. 0,25 | Id. | 16- 5-1958 | 7675 | 31-12-1967 |
| 75 | *Ultracarbo*, flac. da g. 50 di granuli | Id. | 16- 5-1958 | 7675/A | 31-12-1967 |

| N. d'ordine | SPECIALITÀ MEDICINALI serie, categorie e confezioni | DITTA E SEDE | Data di registrazione | Numero registrazione | Data di dichiarazione di rinuncia |
|---|---|---|---|---|---|
| 76 | *Vigantolo*, 50 confetti | Bracco Industria Chimica, via E Folli, 50, Milano | 18- 2-1954 | 8654/E | 31-12-1967 |
| 77 | *Superton*, 50 compresse da mg. 10 | Carlo Erba, via C. Imbonati, 24, Milano | 10- 6-1961 | 18885 | 16-11-1967 |
| 78 | *Anastaf*, 10 compresse da g. 0,50 | Carlo Etro, viale Coni Zugna, 40, Milano | 27- 9-1961<br>21-12-1961 | 19256 | 15-11-1967 |
| 79 | *Attivina*, 15 e 30 compresse da mgr. 50 | Id. | 18- 5-1959 | 15105 | 15-11-1967 |
| 80 | *Calcio Amin*, 10 fiale × 2 cc., 10 fiale × 5 cc. | Id. | 3- 2-1950 | 2855 | 15-11-1967 |
| 81 | *Calcio Amin*, 20 compresse con B6, 10 supposte con B6 da mg. 15 | Id. | 31-12-1950<br>15- 5-1963 | 2855/A | 15-11-1967 |
| 82 | *Etrazide*, 20 compresse da mg. 25 | Id. | 2-10-1959<br>19-11-1959 | 15853 | 15-11-1967 |
| 83 | *Etropirina*, 10 e 20 compresse | Id. | 30- 3-1960 | 16893 | 15-11-1967 |
| 84 | *Etrosclerina*, 10 e 20 compresse da mg. 10 | Id. | 24- 3-1960 | 16676 | 15-11-1967 |
| 85 | *Etroflex*, 15 e 30 compresse da g. 0,5 | Id. | 22- 7-1959<br>21-10-1959 | 15361 | 15-11-1967 |
| 86 | *Gadamin*, 10 supposte per adulti | Id. | 14- 7-1952 | 6700 | 15-11-1967 |
| 87 | *Gadamin*, 10 e 20 supposte pediatriche | Id. | 14-12-1959 | 6700/1 | 15-11-1967 |
| 88 | *Lipofillina*, 20 confetti | Id. | 25- 7-1956 | 11381 | 15-11-1967 |
| 89 | *Lipofillina*, 10 supposte da g. 2,5 | Id. | 25- 7-1956 | 11381/A | 11-11-1967 |
| 90 | *Uramin*, 5 fiale × 5 cc., 5 fiale × 10 cc. | Id. | 6- 8-1952 | 6869 | 15-11-1967 |
| 91 | *Uramin*, 50 confetti, 10 supposte | Id. | 30- 9-1953 | 6869/A | 15-11-1967 |
| 92 | *Vastosulfa*, 10 compresse | Id. | 17- 5-1960 | 16609 | 15-11-1967 |
| 93 | *Vastosulfa*, 5 supposte per adulti | Id. | 17- 5-1960 | 16609/A | 15-11-1967 |
| 94 | *Vostosulfa*, 5 supposte pediatr. | Id. | 17- 5-1960 | 16609/A-1 | 15-11-1967 |
| 95 | *Vastosulfa*, flac. sciroppo da 100 cc. | Id. | 17- 5-1960 | 16609/B | 15-11-1967 |
| 96 | *Coramina*, 20 fiale × 1,5 ml., 20 compresse da g. 0,4 | Ciba Industria Chimica, via Oropa, 4, Milano | 22-11-1949 | 2665 | 30-11-1967 |
| 97 | *Perandren*, 4 fiale da mg. 5 × 1 ml. | Id. | 30- 7-1943 | 75 | 31- 7-1967 |
| 98 | *Perandren*, 1 e 5 fiale da mg. 50 × 2 ml., flac. da mg. 10 di soluz. alcool. al 5% | Id. | 30- 7-1943<br>7- 9-1960 | 75/4 | 31- 7-1967 |
| 99 | *Perandren*, tubo da g. 25 di unguento al 4% | Id. | 7- 9-1960 | 75/A | 31- 7-1967 |
| 100 | *Perandren*, flac. da 10 ml. in soluz. oleosa al 5% | Id. | 14- 1-1951<br>7- 9-1960 | 75/B | 31- 7-1967 |
| 101 | *Perandren*, 1 compressa per innesto da mg. 100 | Id. | 14- 6-1951<br>7- 9-1960 | 75/D | 31- 7-1967 |
| 102 | *Perandren M*, 1 e 5 fiale da mg. 50 × 1 ml. | Id. | 10- 9-1952<br>7- 9-1960 | 75/3 | 31- 7-1967 |
| 103 | *Teoneptale*, 3 fiale × 1,5 cc. | Farmaceutici Italia Farmitalia, viale Bezzi, 24, Milano | 6- 3-1947 | 617 | 17-11-1967 |
| 104 | *Idrocort, pomata oftalmica*, tubetto da g. 3 all'1,5% | Farmila S.p.A., via Enrico Fermi, 56, Settimo Milanese (Milano) | 22- 7-1955 | 10195 | 31-10-1967 |
| 105 | *Pomata oftalmica Far Antiecrematosa*, tubetto da g. 7 di pomata | Id. | 3- 4-1952 | 6135 | 31-10-1967 |
| 106 | *Pomata Oftalmica Antiuclus*, tubetto da g. 7 di pomata | Id. | 12- 7-1948 | 1473 | 31-10-1967 |
| 107 | *Pomata Oftalmica Ipotomizzante*, tubetto da g. 7 di pomata | Id. | 21- 6-1948 | 1476 | 31-10-1967 |
| 108 | *Ni-Cor*, flac. gocce × 15 cc., 5 fiale × 1,5 cc., 3 fiale × 5,5 cc. | Dott. A. & M. Giuliani, via P. Palagi, 2, Milano | 27- 5-1948 | 743 | 31-12-1967 |
| 109 | *Puerol*, flac. sciroppo da g. 75 | Latronico Vincenzo, via Strambio, 25, Milano | 19- 9-1957 | 13002 | 20-11-1967 |
| 110 | *Colagoiax*, 6 e 25 compresse | Selvi & C., via Gallarate, 184, Milano | 22- 5-1947<br>lettera del<br>29- 8-1949 | 724 | 27-10-1967 |
| 111 | *Percarbo*, 40 compresse da 0,60 | Id. | 22- 5-1947 | 725 | 20-11-1967 |
| 112 | *Sterovit*, 1 fiala × 1 cc., 2 fiale × 2 cc. | Ormo Lab. Ormoterapico Nazionale, via De Sanctis, 73, Milano | 17-12-1946<br>lettere del<br>13- 9-1947 | 566 | 27-10-1967 |
| 113 | *Enterasettical*, flac. da g. 130 di liquido | Limas S.p.A., viale Bacchiglione, n. 16, Milano | 22- 6-1956 | 11278 | 30-12-1967 |

| N. d'ordine | SPECIALITÀ MEDICINALI serie, categorie e confezioni | DITTA E SEDE | Data di registrazione | Numero registrazione | Data di dichiarazione di rinuncia |
|---|---|---|---|---|---|
| 114 | *Polisiero neurotonico*, 10 fiale × 2 cc. di 2° grado tipo sempl., 10 fiale × 2 cc. di 1° grado con vit. B1, 10 fiale × 2 cc. di 2° grado con vit. B1 | Limas S.p.A., viale Bacchiglione, n. 16, Milano | 13-10-1952 | 7124 | 14-10-1967 |
| 115 | *Ascorvit Ca*, 10 fiale × 2 cc., 10 fiale × 5 cc. . . . | Medix S.p.A., corso Vittorio Emanuele, 37/B, Milano | 6- 3-1952 | 5900 | 31-12-1967 |
| 116 | *Aneuroton*, 10 fiale × 1 cc. da mg. 5 . . . . . . . | Id. | 2- 4-1953<br>21-10-1959 | 7637 | 31-12-1967 |
| 117 | *Aneuroton*, 5 e 6 fiale × 1 cc. da mg 25 . . . . . . | Id. | 20- 4-1953<br>21-10-1959<br>17-10-1961 | 7637/1 | 31-12-1967 |
| 118 | *Aneuroton*, 5 e 6 fiale × 2 cc. da mg. 100 . . . . . | Id. | 20- 5-1953<br>21-10-1959<br>17-10-1961 | 7637/2 | 31-12-1967 |
| 119 | *Aneuroton*, 20 compresse da mg. 3 . . . . . . . . | Id. | 20- 4-1953<br>21-10-1959 | 7637/A | 31-12-1967 |
| 120 | *Antinervino*, flac. sciroppo da g. 150 . . . . . . . | Id. | 23- 6-1958 | 14025 | 31-12-1967 |
| 121 | *Biallergen*, 10 fiale × 1 cc. . . . . . . . . . | Id. | 14- 5-1952 | 6417 | 31-12-1967 |
| 122 | *Biostimolin*, flac. gocce × 25 cc., 10 fiale × 2 cc tipo semplice, 10 fiale × 2 cc. tipo guaiacolato. 8 flaconc uso orale × 10 cc., tipo emopoietico | Id. | 8- 1-1951 | 4375 | 31-12-1967 |
| 123 | *Biostimolin*, flac. × g 200 di sciroppo tipo emopoietico | Id. | 5- 6-1951 | 4375/A | 31-12-1967 |
| 124 | *Bi. Vaccin*, 10 fiale × 1 cc. . . . . . . . . . . | Id. | 3- 4-1950<br>16- 6-1962 | 3163 | 31-12-1967 |
| 125 | *Carbamid*, 6 tavolette vaginali da g. 1 . . . . . . . | Id. | 13- 2-1959 | 14777/A | 31-12-1967 |
| 126 | *Ergosterid* (tipo alcolico), 1 fiala × 2 cc. da mg 1, 5 fiale × 2 cc. da mg 15 | Id. | 17- 6-1950 | 2233 | 31-12-1967 |
| 127 | *Ergosterid* (tipo oleoso) 1 e 5 fiale × 2 cc. da mg 15 | Id. | 25- 7-1952 | 2233/A | 31-12-1967 |
| 128 | *Enterovit*, 8 flaconc × 10 cc uso orale per adulti . | Id. | 20- 8-1959 | 2913 | 31-12-1967 |
| 129 | *Enterovit*, 10 flaconc × 6 cc uso orale per bamb . | Id. | 20- 8-1959 | 2913/1 | 31-12-1967 |
| 130 | *Eupandolo B12*, flac sciroppo da g 150 | Id. | 7-10-1952 | 2983/A | 31-12-1967 |
| 131 | *Forglucal guaiacolato*, 10 fiale × 2 cc., 6 fiale × 5 cc., 6 fiale × 10 cc | Id. | 31- 3-1952 | 2159/A | 31-12-1967 |
| 132 | *Sulfachin*, 20 compresse da g. 0,50 . . . . . . . . | Id. | 31- 5-1950 | 3467 | 31-12-1967 |
| 133 | *Teobutil*, 20 confetti da g 0,500 . . . . . . . . . | Id. | 13- 1-1959 | 14624 | 31-12-1967 |
| 134 | *Teobutil*, 6 fiale × 5 cc. . . . . . . . . . . . . | Id. | 13- 1-1959 | 14624/A | 31-12-1967 |
| 135 | *Teobutil* 6 fiale × 2 cc. . . . . . . . . . . . | Id. | 13- 1-1959 | 14624/A-1 | 31-12-1967 |
| 136 | *Teobutil*, 6 supposte da g 1,500 . . . . . . . . . | Id. | 13- 1-1959 | 14624/B | 31-12-1967 |
| 137 | *Vaccibroncal*, 10 fiale × 1 cc. . . . . . . . . . . | Id. | 22- 3-1950 | 3075 | 31-12-1967 |
| 138 | *Vitamina A Medix*, 6 e 10 fiale × 1 cc. da 100.000 U.I., flac. × 10 cc. 100.000 U.I. | Id. | 9-12-1952<br>17-10-1961 | 7311 | 31-12-1967 |
| 139 | *Vitamina B2 Medix*, 5 fiale × 1 cc. da mg. 2, 3 fiale × 2 cc. da mg. 10, 10 compresse da mg. 80 | Id. | 9-12-1952 | 7317 | 31-12-1967 |
| 140 | *Vitamina B6 Medix*, 5 fiale × 1 cc. da mg 10, 3 fiale × 1 cc. da mg 30 . | Id. | 24- 9-1952 | 7090 | 31-12-1967 |
| 141 | *Vitamina K Medix*, 20 compresse da g. 0,005, 5 fiale × 2 cc. da g. 0,01, 5 fiale × 2 cc. da g. 0,05 | Id. | 6-12-1952 | 7310 | 31-12-1967 |
| 142 | *Vitamina P Medix*, 5 fiale × 3 cc. da mg. 75, 20 pillole da mg. 25 | Id. | 10-12-1952 | 7336 | 31-12-1967 |
| 143 | *Vitamina PP Medix*, 10 fiale × 2 cc. da g. 0,10 . . . | Id. | 30-10-1952 | 7220 | 31-12-1967 |
| 144 | *Albumina Umana*, flac da 50 ml. di soluz. al 5% | Richardson Merrel S.p.A., via S. Giacomo dei Capri, 66, Napoli | 2-11-1959 | 6557/1 | 1-12-1967 |
| 145 | *Difto Pert*, 3 fiale × 1 cc. . . . . . . . . . . . | Id. | 29- 9-1955 | 2341 | 1-12-1967 |
| 146 | *Difto Tab*, 1 fiala × 1 cc. . . . . . . . . . . | Id. | 16- 5-1959 | 15155 | 1-12-1967 |
| 147 | *Lenic complex*, 20 e 40 capsule . . . . . . . . | Id. | 31- 1-1961 | 14940 | 1-12-1967 |
| 148 | *Multipert*, 6 fiale × 2 cc. . . . . . . . . . . . | Id. | 17- 9-1953 | 7412 | 1-12-1967 |
| 149 | *Noscoril*, 20 confetti . . . . . . . . . . . . . . | Id. | 8- 9-1960 | 16824 | 1-12-1967 |
| 150 | *Noscoril*, flac. contagocce × 20 cc. . . . . . . . | Id. | 8- 9-1960 | 16824/A | 1-12-1967 |
| 151 | *Noscoril*, flac. sciroppo × 150 cc. . . . . . . . | Id. | 10- 3-1960 | 16824/B | 1-12-1967 |
| 152 | *Noscoril*, 30 pastiglie gommose da mg. 15 . . . . . | Id. | 8- 9-1960 | 16824/C | 1-12-1967 |
| 153 | *Placex*, 6 fiale × 2 cc. tipo acquoso . . . . . . . | Id. | 13- 4-1951 | 4744 | 1-12-1967 |

| N. d'ordine | SPECIALITÀ MEDICINALI serie, categorie e confezioni | DITTA E SEDE | Data di registrazione | Numero registrazione | Data di dichiarazione di rinuncia |
|---|---|---|---|---|---|
| 154 | *Placex*, 3 fiale × 2 cc. tipo emulsione . . . . . . | Richardson Merrel S.p.A., via S. Giacomo dei Capri, 66, Napoli | 25- 2-1952 lettera del 14- 6-1952 | 4744/A | 1-12-1967 |
| 155 | *Siero Antitifico Dealbuminato Proteolizzato*, 1 flac. × 25 cc. da 100.000 U.I. | Id. | 6-11-1961 | 8725/6 | 1-12-1967 |
| 156 | *Siero Antitifico Dealbuminato Proteolizzato*, 1 flac. da 40.000 U.I. liof. + 2 f. da 10 cc. di solvente | Id. | 25-10-1957 | 8725/A | 1-12-1967 |
| 157 | *Siero Antitifico Dealbuminato Proteolizzato*. 1 flac. da 100.000 U.I. liof. + flac. da 25 cc. di solvente | Id. | 6-11-1961 | 8725/A-1 | 1-12-1967 |
| 158 | *Tetravaccino* (uso veter.), flac. × 20 cc., flac. × 50 cc., 1, 5 e 10 flac. da 100 cc. | Id. | 24- 6-1963 | 20251 | 1-12-1967 |
| 159 | *Vaccino Anticolera Preventivo*, 2 fiale × 0,5 cc. e 1 cc. costituenti una dose completa | Id. | 5-12-1962 | 12705 | 1-12-1967 |
| 160 | *Vaccino Antiopiogeno*, 6 fiale × 2 cc. tipo normale | Id. | 23-10-1956 | 11749 | 1-12-1967 |
| 161 | *Vaccino Antipiogeno*, 3 fiale × 2 cc. tipo forte . . | Id. | 7- 3-1957 | 11749/1 | 12- 1-1966 |
| 162 | *Vaccino Antitifico T.A.B.*, 3 fiale × 0,5-1 e 1 cc. . . | Id. | 23- 3-1955 | 9864 | 1-12-1967 |
| 163 | *Vaccino Antitifico T.A.B.*, 1 flac. da 10 dosi liof. + 1 fiala da 10 cc. di solvente | Id. | 6-11-1957 | 9864/A | 1-12-1967 |
| 164 | *Vaccino Antitetanico*, flac. × 10 cc. iniett. . . . . | Id. | provv. del 30- 6-1961 | 9553 | 1-12-1967 |
| 165 | *Vaccino Broncopolmonare*, 6 fiale × 2 cc. tipo normale | Id. | 22-11-1958 | 14577 | 1-12-1967 |
| 166 | *Vaccino Broncopolmonare*, 6 fiale × 2 cc. tipo forte | Id. | 22-11-1958 | 14577/1 | 1-12-1967 |
| 167 | *Vaccino Metilense*, 6 fiale × 2 cc. uso endomuscolare | Id. | 23- 6-1958 | 13982 | 1-12-1967 |
| 168 | *Vaccino Metilense*, 6 fiale × 2 cc. uso endovenoso . | Id. | 23- 6-1958 | 13982/A | 1-12-1967 |
| 169 | *Vaccino preventivo per Tifo Paratifi e Colera (T. A.B. ch)*, 3 fiale × 0,5 cc. prima e seconda dose e × 1 cc. terza dose | Id. | 18- 6-1956 | 11363 | 1-12-1967 |
| 170 | *Vermifugo*, polv. uso orale, uso veter., 1 busta da g. 50, 1 barattolo da kg. 1 | Id. | 5- 8-1964 | 20359 | 1-12-1967 |
| 171 | *Tricortoide*, 10 compresse da mg. 100 . . . . . . | Id. | 27-10-1959 | 16089/A | 1-12-1967 |
| 172 | *Citrourol B1*, 10 fiale × 2 cc., 5 e 10 fiale × 5 cc., 2 e 20 compresse | Lab. Chim. Carlo Conti (già registrata a nome della ditta San Babila), via L. Gereschi, 32, Pisa | 10- 6-1952 | 6588 | 1- 9-1966 |
| 173 | *Intraiodina*, 5 fiale × 4 cc. 3° grado . . . . . . . | Istituto Gentili, via Mazzini, 48, Pisa | 23- 3-1946 | 407 | 2- 5-1967 |
| 174 | *Vibipan complesso* (categ.), 10 supposte tipo forte . | Sir - Lab. Chim. Biologico, Tor Sapienza, Roma | 11- 7-1960 | 10520/A-1 | 12- 7-1967 |
| 175 | *Etilcillina*, 6 compresse da 400.000 U.I. . . . . . . | C.I.F.A. Farmaceutici, via Cervino, 68, Torino | 20-10-1961 | 18350 | 30-10-1967 |
| 176 | *Tisana Kelemata*, 9, 25 confetti - sacchetto da 40 gr. di miscela per infuso | Ist. Biologico Chemioterapico ABC (già registrata a nome della ditta Kelemata), via Crescentino, 25, Torino | lettera del 23- 4-1955 19-12-1956 | 367/A | 14-11-1966 |
| 177 | *Algal*, 2 e 10 compresse . . . . . . . . . . . | Farmaceutici Procemsa, via Pinerolo, 12-16, Torino | 18- 6-1948 | 1428 | 27-10-1967 |
| 178 | *Algal*, 6 supposte da g. 2,5 tipo semplice . . . . . | Id. | 23-12-1952 | 1428/A | 27-10-1967 |
| 179 | *Eugin*, scat. da 20 cartine di polvere . . . . . . | Farmaceutici Russi & C., strada Mongreno, 71, Torino | 3-10-1966 | 3189 | 10-11-1967 |
| 180 | *Livercrom*, 3 fiale × 2 cc. . . . . . . . . . . . . | Id. | 28- 7-1967 | 18024 | 10-11-1967 |
| 181 | *Osteovit*, 1 fiala × 2 cc. da 600.000 U.I. di vit. D2 in soluz. oleosa | Id. | 17- 4-1947 | 677 | 28- 3-1966 |
| 182 | *Coscotabs*, 20 compresse . . . . . . . . . . . . | Importex Chimici Farmaceutici, via Conti, 28, Trieste | 1-12-1965 | 20525 | 20-11-1967 |
| 183 | *Dequadin*, flacone × 50 cc. di lozione . . . . . . | Id. | 10-11-1958 | 12235/E | 16-11-1967 |
| 184 | *Penicillina G Potassio Cristallina* (iniettabile), flaconcino da 200.000 U.I. | Id. | 30-11-1954 | 8745/A | 14-11-1967 |
| 185 | *Penicillina G Potassio Cristallina* (iniettabile), flaconcino da 1.000.000 U.I. | Id. | 30-11-1954 | 8745/A-2 | 14-11-1967 |

(2729)

# CONCORSI ED ESAMI

## PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

**Concorso pubblico per esami a quattro posti di consigliere di 3ª classe in prova nel ruolo della carriera direttiva del personale del servizio delle informazioni e dell'ufficio della proprietà letteraria, artistica e scientifica della Presidenza del Consiglio dei Ministri.**

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visto il testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, relativo alle norme di esecuzione del predetto testo unico;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 19 febbraio 1960, n. 212, concernente i ruoli organici del personale del servizio delle informazioni e dell'ufficio della proprietà letteraria, artistica e scientifica della Presidenza del Consiglio dei Ministri;

Visto il regolamento organico approvato con regio decreto 29 luglio 1938, n. 1234;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368, concernente norme per la presentazione delle domande e dei documenti nei concorsi per le carriere statali;

Vista la legge 4 gennaio 1968, n. 15 contenente norme sulla documentazione amministrativa e sulla legalizzazione e autenticazione di firme;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 5 giugno 1965, n. 749;

Accertato che nel ruolo della carriera direttiva del personale del servizio delle informazioni e dell'ufficio della proprietà letteraria, artistica e scientifica della Presidenza del Consiglio dei Ministri sono attualmente disponibili quattro posti;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un pubblico concorso per esami a quattro posti di consigliere di 3ª classe in prova nel ruolo della carriera direttiva del personale dei servizio delle informazioni e dello ufficio della proprietà letteraria, artistica e scientifica della Presidenza del Consiglio dei Ministri.

Art. 2.

Per l'ammissione al concorso è richiesto il possesso dei seguenti requisiti:

1) cittadinanza italiana. Sono equiparati ai cittadini gli italiani non appartenenti alla Repubblica;

2) età non superiore agli anni 32. Per le categorie di candidati, a cui favore leggi speciali prevedono deroghe, il limite massimo non puo superare, anche in caso di cumulo di benefici, i 40 anni di età, e i 55 per i mutilati ed invalidi di guerra e per coloro ai quali è esteso lo stesso beneficio.

Si prescinde dal limite massimo di età nei confronti degli aspiranti che, alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di ammissione al concorso, già rivestano la qualifica di impiegati di ruolo e di operai di ruolo delle amministrazioni dello Stato o appartengano al personale militare di cui alla legge 26 marzo 1965, n. 229.

Per gli assistenti ordinari di università o di istituto di istruzione universitaria, cessati dal servizio per motivi non disciplinari, il limite massimo di età è aumentato, a termini dello articolo 17 del decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1172, ratificato con modificazioni, dall'art. 1 della legge 24 giugno 1950, n. 465, di un periodo pari a quello di appartenenza ai ruoli di assistente, mentre per gli assistenti straordinari, volontari ed incaricati, sia in attività che cessati dal servizio per ragioni di carattere non disciplinare, tale limite è aumentato di un periodo pari a metà del servizio prestato presso università od istituti di istruzione universitaria. In ogni caso i predetti assistenti non devono aver superato il limite massimo di anni 40:

3) buona condotta;

4) idoneità fisica all'impiego. L'amministrazione ha facoltà di sottoporre a visita medica di controllo i vincitori del concorso;

5) diploma di laurea in giurisprudenza, in economia e commercio, in scienze politiche o in lettere o in lingue o letterature straniere, ovvero titoli di studio equipollenti per materia, rilasciati da università o da altro istituto di istruzione superiore.

I concorrenti laureati in lettere o in lingue o letterature straniere possono accedere a non più della metà dei posti messi a concorso.

Possono, altresì, partecipare al concorso anche gli impiegati delle carriere di concetto che non siano in possesso del prescritto titolo di studio, purchè rivestano la qualifica non inferiore a quella di segretario aggiunto ed abbiano il diploma di istituto di istruzione secondaria di 2° grado.

Non possono essere ammessi al concorso coloro che siano esclusi dall'elettorato attivo politico e coloro che siano stati destituiti o dispensati dall'impiego presso una pubblica amministrazione, ovvero siano stati dichiarati decaduti dall'impiego stesso, per aver conseguito l'impiego mediante la produzione di documenti falsi o viziati da invalidità non sanabile.

I suddetti requisiti debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine stabilito dal presente bando di concorso per la presentazione delle domande di ammissione.

L'esclusione dal concorso per difetto di requisiti prescritti è disposta con decreto motivato dal Presidente del Consiglio dei Ministri.

Art. 3.

La domanda di ammissione al concorso, redatta su carta legale, dovrà pervenire, a mezzo raccomandata, alla Presidenza del Consiglio dei Ministri - Servizio delle informazioni e ufficio della proprietà letteraria, artistica e scientifica - Ufficio del personale e degli affari generali (via Po, 14 Roma - 00198) entro il termine perentorio di trenta giorni che decorrono dal giorno successivo a quello della data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il ritardo nella presentazione della domanda, quale ne sia la causa, anche se non imputabile al candidato, importa la inammissibilità del candidato al concorso.

La data di arrivo delle domande sarà stabilita e comprovata esclusivamente dal bollo a data che, a cura dell'indicato ufficio del personale, verrà apposta su ciascuna di esse.

Nella domanda di ammissione al concorso, conformemente al modello allegato, gli aspiranti debbono dichiarare:

*A*) cognome e nome;

*B*) luogo e data di nascita nonchè, in caso di superamento del limite massimo di età di 32 anni, i titoli che danno diritto alle eventuali elevazioni di tale limite;

*C*) possesso della cittadinanza italiana;

*D*) il comune nelle cui liste elettorali sono iscritti, ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

*E*) se abbiano riportato o meno condanne penali;

*F*) il titolo di studio;

*G*) la posizione nei riguardi degli obblighi militari;

*H*) i servizi eventualmente prestati presso pubbliche amministrazioni e le cause di risoluzione di precedenti rapporti di pubblico impiego;

*I*) domicilio o recapito al quale desiderano che siano trasmesse le eventuali comunicazioni;

*L*) la lingua straniera, di cui al successivo art. 4, nella quale intendono sostenere l'esame.

La firma in calce alla domanda deve essere autenticata da un notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza degli aspiranti; per i dipendenti dello Stato è sufficiente, in luogo della predetta autenticazione, il visto del capo dell'ufficio presso il quale prestano servizio; per i militari alle armi è sufficiente il visto del comandante della compagnia o unità equiparata.

Art. 4.

Il concorso comprende tre prove scritte ed una orale e si effettuerà in base al seguente programma:

1) diritto civile;

2) diritto amministrativo e costituzionale;

3) storia civile e letteraria d'Italia dal Medioevo ai nostri giorni;

4) diritto internazionale pubblico;

5) economia politica e scienza delle finanze;

6) nozioni di statistica teorica (generalità, dati statistici, metodi statistici, leggi statistiche) ed applicate (statistica della popolazione e demografica, statistiche economiche);

7) legislazione sulla stampa e sulla proprietà letteraria, artistica e scientifica;

8) lingua straniera: lettura e traduzione a vista di un brano da una delle seguenti lingue, a scelta del candidato: francese, inglese, tedesco.

Le prove scritte verteranno sulle materie indicate ai numeri 1), 2) e 3), mentre la prova orale comprenderà tutto il programma.

Art. 5.

Per lo svolgimento degli esami si osserveranno le norme di cui ai decreti del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3 e 3 maggio 1957, n. 686.

La commissione esaminatrice sarà nominata con successivo decreto.

Il diario delle prove scritte sarà comunicato ai candidati ammessi al concorso non meno di 15 giorni prima dell'inizio delle prove stesse.

L'avviso per la presentazione alle prove orali sarà dato ai singoli candidati non meno di venti giorni prima di quello in cui essi devono sostenerla.

L'amministrazione non assume nessuna responsabilità nel caso di dispersione di comunicazioni dipendente da inesatte indicazioni del recapito da parte dell'aspirante o da mancata oppure tardiva comunicazione del cambiamento dell'indirizzo indicato nella domanda, nè per eventuali disguidi postali o telegrafici non imputabili a colpa dell'amministrazione stessa.

Per essere ammessi a sostenere le prove d'esame, i candidati dovranno essere muniti di uno dei seguenti documenti di riconoscimento:

*a*) fotografia recente applicata su carta legale con la firma autenticata dal sindaco o da un notaio;

*b*) libretto ferroviario personale;

*c*) tessera postale o carta d'identità;

*d*) patente automobilistica;

*e*) porto d'armi;

*f*) passaporto.

Art. 6.

Sono ammessi alla prova orale i candidati che abbiano riportato una media di almeno 7/10 nelle prove scritte e non meno di 6/10 in ciascuna di esse.

La prova orale non si intende superata se il candidato non ottenga almeno la votazione di 6/10.

La votazione complessiva è stabilita dalla somma della media dei voti riportati nelle prove scritte e del voto ottenuto in quella orale.

Art. 7.

I concorrenti che abbiano superato la prova orale dovranno presentare all'ufficio del personale e degli affari generali del servizio delle informazioni e dell'ufficio della proprietà letteraria, artistica e scientifica della Presidenza del Consiglio dei Ministri, entro il termine perentorio di 20 giorni che decorrono dalla data della richiesta che sarà loro rivolta dall'ufficio del personale medesimo, i documenti prescritti per dimostrare i titoli di precedenza o preferenza nella nomina, in applicazione dell'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Gli impiegati di ruolo e gli operai di ruolo delle amministrazioni dello Stato dovranno presentare una copia dello stato di servizio civile con l'indicazione delle qualifiche riportate nello ultimo triennio rilasciato dalla competente amministrazione centrale.

I dipendenti non di ruolo delle amministrazioni dello Stato presenteranno un certificato rilasciato dalla competente amministrazione centrale, dal quale risultino gli estremi del provvedimento di assunzione o di eventuale conferma, la data di inizio, la durata e la natura del servizio e se questo sia stato prestato lodevolmente.

Art. 8.

La graduatoria dei vincitori del concorso e quella dei dichiarati idonei è approvata con decreto presidenziale sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'assunzione allo impiego.

A tal fine i concorrenti utilmente collocati nella graduatoria dovranno presentare o far pervenire all'ufficio del personale dei servizi, entro il termine perentorio di trenta giorni, che decorrono dalla data della richiesta che sarà loro rivolta dall'ufficio del personale stesso, a pena di decadenza, i seguenti documenti in carta legale:

1) estratto dell'atto di nascita.

I candidati che beneficiano delle disposizioni speciali per l'elevazione del limite massimo di età dovranno produrre la documentazione necessaria atta a comprovare il possesso dei rispettivi requisiti, ove non abbiano già prodotto detti documenti ai fini della precedenza o della preferenza a termine del precedente art. 7.

Gli assistenti di università o di istituto di istruzione universitaria indicati nell'art. 2, dovranno presentare un certificato in carta legale, rilasciato dal rettore dell'università o dal capo dell'istituto di istruzione universitaria, attestante la qualifica rivestita e il periodo di servizio prestato presso l'università od istituto di istruzione universitaria. Per tutti coloro che siano cessati dal servizio il certificato indicherà i motivi della cessazione;

2) certificato di cittadinanza italiana;

3) certificato dal quale risulti che il candidato gode dei diritti politici ovvero che non è incorso in alcuna delle cause che, a termine delle disposizioni vigenti, ne impediscano il possesso;

4) certificato generale del casellario giudiziale;

5) certificato medico, rilasciato da un medico provinciale o da un medico militare ovvero dall'ufficiale sanitario del comune di residenza, dal quale risulti la idoneità fisica dell'aspirante al servizio continuativo ed incondizionato nell'impiego al quale si riferisce il presente bando; il certificato deve altresì contenere l'attestazione relativa agli accertamenti sierologici del sangue ai sensi dell'art. 7 della legge 25 luglio 1956, n. 837.

Nel caso che l'aspirante abbia qualche imperfezione fisica, il certificato medico dovrà contenere una esatta descrizione della medesima, nonchè la dichiarazione che essa non è tale da menomare, l'attitudine all'impiego.

Il certificato medico che presenteranno i candidati mutilati o invalidi di guerra od assimilati, dovrà contenere una esatta descrizione della natura e del grado di invalidità, la dichiarazione che l'aspirante non può riuscire di pregiudizio alla salute e alla incolumità dei compagni di lavoro e alla sicurezza degli impianti e che le sue condizioni fisiche lo rendono idoneo a disimpegnare le mansioni dell'impiego per il quale concorre;

6) titolo originale di studio o copia autenticata da un notaio, ovvero il documento rilasciato dalla competente autorità scolastica in sostituzione del diploma;

7) copia dello stato di servizio militare (salvo non sia stata già presentata ai fini indicati nell'art. 7) o del foglio matricolare o del foglio di congedo illimitato ovvero certificato su carta legale relativo all'esito di leva, debitamente vidimato o di iscrizione nelle liste di leva.

Gli impiegati di ruolo e gli operai di ruolo delle amministrazioni dello Stato potranno limitarsi a produrre i documenti di cui ai numeri 5) e 6) del presente articolo e la copia integrale dello stato di servizio civile prevista dall'art. 7, salvo che non l'abbiano già presentata per i fini ivi considerati.

I concorrenti che si trovino alle armi per servizio di leva od in carriera continuativa, potranno limitarsi a presentare i documenti di cui ai numeri 1), 4) e 6) del presente articolo e un certificato rilasciato su carta legale dal comandante del corpo al quale appartengono, comprovante la loro buona condotta e la loro idoneità fisica all'impiego al quale aspirano.

I documenti di cui ai numeri 2), 3), 4) e 5) del presente articolo dovranno essere rilasciati in data non anteriore a tre mesi da quella della lettera di invito indicata nel secondo comma del presente articolo.

Gli aspiranti indigenti hanno facoltà di presentare in carta libera l'estratto dell'atto di nascita, i certificati di cittadinanza italiana, di godimento dei diritti politici, del casellario giudiziale, purchè, in ciascun atto, si faccia constatare la condizione di povertà del richiedente, mediante citazione degli estremi del relativo attestato dell'autorità di pubblica sicurezza.

Non sono ammessi riferimenti a documenti presentati a questa o ad altre amministrazioni o ad altri enti, a qualsiasi titolo.

Art. 9.

I vincitori del concorso che avranno presentato nel termine di cui all'art. 8 i documenti prescritti saranno assunti in prova e dopo un periodo non inferiore ai sei mesi conseguiranno, previo giudizio favorevole del consiglio di amministrazione, la nomina a consigliere di 3ª classe nel ruolo della carriera direttiva del personale del servizio delle informazioni e dell'ufficio della proprietà letteraria, artistica e scientifica della Presidenza del Consiglio dei Ministri.

Art. 10.

Ai vincitori del concorso ammessi all'impiego sarà corrisposto, durante il periodo di prova, il trattamento economico della qualifica iniziale della carriera direttiva ai sensi dello art. 33 del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Il capo del personale e degli affari generali del servizio delle informazioni e dell'ufficio della proprietà letteraria, artistica e scientifica della Presidenza del Consiglio dei Ministri è incaricato dell'esecuzione del presente decreto che sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 15 febbraio 1968

p. *Il Presidente del Consiglio dei Ministri*
SALIZZONI

*Registrato alla Corte dei conti, addì* 21 *marzo* 1968
*Registro n.* 2 *Presidenza, foglio n.* 276

---

Schema da seguire nella compilazione della domanda da inviarsi su carta legale da L. 400

*Alla Presidenza del Consiglio dei Ministri - Servizio delle informazioni e ufficio della proprietà letteraria, artistica e scientifica - Ufficio del personale e degli affari generali* - Via Po, 14 - ROMA - 00198

Il sottoscritto . . . nato a . . (provincia di . . . .) il . . e residente in . (provincia di .) via . . n. . chiede di essere ammesso a partecipare al concorso per esami a quattro posti di consigliere di 3ª classe in prova nel ruolo della carriera direttiva del personale dei servizi della Presidenza del Consiglio dei Ministri, indetto con decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri del . . 1968.

Dichiara sotto la propria responsabilità che:

1) ha diritto all'aumento dei limiti di età ai sensi dell'articolo 2 del bando perchè (1) . . . .;

2) è cittadino italiano;

3) è iscritto nelle liste elettorali del comune di . . (oppure): non è iscritto nelle liste elettorali per il seguente motivo: ,;

4) non ha riportato condanne penali; (oppure): ha riportato le seguenti condanne penali . (da indicarsi anche se sia stata concessa amnistia, indulto, condono o perdono giudiziale) (2);

5) è in possesso del seguente titolo di studio . . . . conseguito presso . . . in data . .;

6) per quanto riguarda gli obblighi militari, la sua posizione è la seguente . .;

7) non ha prestato servizio presso pubbliche amministrazioni; ovvero: ha prestato servizio presso le seguenti pubbliche amministrazioni . . in qualità di . . . ed ha cessato da tale servizio per i seguenti motivi . .; ovvero: presta servizio presso la seguente pubblica amministrazione . in qualità di . .;

8) non è stato destituito o dispensato dall'impiego presso pubbliche amministrazioni nè è stato dichiarato decaduto dallo impiego presso pubbliche amministrazioni per aver conseguito l'impiego medesimo mediante la produzione di documenti falsi o viziati da invalidità non sanabile;

9) desidera sostenere l'esame nell . seguent . lingu . stranier . . . . . . . . .;

10) desidera ricevere ogni comunicazione relativa al concorso in parola al seguente indirizzo . . . . . . .

(Data) . . . . . . .

(Firma) . . . . . . .

(la firma dell'aspirante dovrà essere autenticata dal notaio o dal segretario comunale del luogo in cui egli risiede. Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio nel quale essi prestano servizio; per i militari alle armi è sufficiente il visto del comandante della compagnia o unità equiparata).

---

(1) Tale dichiarazione è necessaria solo per i candidati che, avendo superato il limite massimo di età previsto dal bando, abbiano titoli che danno diritto all'elevazione del suddetto limite.

(2) Indicare la data del provvedimento e l'autorità giudiziaria che lo ha emesso, nonchè i procedimenti penali eventualmente pendenti.

**(3634)**

---

# MINISTERO DELLA SANITA

ISTITUTO SUPERIORE DI SANITÀ

**Concorso per titoli ad un posto di operaio comune (III categoria) in prova nel ruolo degli operai permanenti dell'Istituto superiore di sanità, con la qualifica professionale di stalliere (OP).**

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Vista la legge 5 marzo 1961, n. 90, sullo stato giuridico degli operai;

Viste la legge 26 febbraio 1952, n. 67, recante norme sullo stato giuridico dei salariati dello Stato e la tabella *A* allegata alla legge medesima;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 23 settembre 1961, n. 1668, concernente, tra l'altro, l'istituzione della pianta organica degli operai permanenti dell'Istituto superiore di sanità;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368, recante norme per la presentazione dei documenti nei concorsi per le carriere statali;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678, relativo alle norme sulle documentazioni amministrative e sulla legalizzazione di firme;

Viste le leggi 3 giugno 1950, n. 375 e 5 marzo 1963, n. 367 sulla assunzione obbligatoria al lavoro degli invalidi di guerra;

Viste le leggi 15 luglio 1950, n. 539, e 24 febbraio 1953, n. 142, sulla assunzione obbligatoria al lavoro degli invalidi per servizio e degli orfani dei caduti per servizio, nonchè la legge 3 aprile 1958, n. 474;

Vista la legge 15 novembre 1965, n. 1288, concernente provvedimenti in favore delle vedove e degli orfani di guerra e delle vedove e degli orfani dei caduti per causa di servizio;

Vista la legge 5 ottobre 1962, n. 1539, recante provvedimenti in favore dei mutilati ed invalidi civili;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 308, concernente l'assunzione obbligatoria al lavoro dei sordomuti;

Vista la legge 14 ottobre 1966, n. 851, concernente l'assunzione obbligatoria al lavoro dei mutilati ed invalidi del lavoro, degli orfani e delle vedove dei caduti sul lavoro;

Vista la legge 6 dicembre 1964, n. 1331, modificata dalla legge 23 dicembre 1965, n. 1418;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 5 giugno 1965, n. 749;

Accertato che nella pianta organica degli operai permanenti dell'Istituto superiore di sanità, stabilita dalla tabella *B* del citato decreto del Presidente della Repubblica n. 1668, tenuto conto delle riserve fissate dalle citate leggi, è attualmente disponibile un posto di 3ª categoria;

Ritenuta la necessità per esigenze di servizio, di ricoprire il predetto posto disponibile;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un pubblico concorso per titoli ad un posto di operaio comune (III categoria) in prova nel ruolo degli operai permanenti dell'Istituto superiore di sanità, con la qualifica professionale di stalliere (OP).

Art. 2.

Per l'ammissione al concorso è richiesto il possesso dei seguenti requisiti:

*A*) cittadinanza italiana; sono equiparati ai cittadini gli italiani non appartenenti alla Repubblica

*B*) licenza della quinta elementare;

*C*) buona condotta;

*D*) idoneità fisica al lavoro: l'Istituto si riserva di sottoporre a visita medica di controllo il vincitore del concorso;

*E*) età non inferiore ad anni 18 e non superiore ad anni 35.

1) Il limite massimo di cui sopra è elevato:

*a*) di due anni per coloro che siano coniugati alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di partecipazione al concorso;

*b*) di un anno per ogni figlio vivente alla data medesima.

La elevazione di cui alla lettera *a*) si cumula con quella di cui alla lettera *b*) purchè complessivamente non si superino i 40 anni.

2) Ad anni quaranta:

*a*) per coloro che abbiano partecipato nei reparti delle forze armate dello Stato, ovvero in qualità di militarizzati o assimilati alle operazioni della guerra 1940-43 e della guerra di liberazione;

*b*) per i partigiani combattenti e per i cittadini deportati dal nemico posteriormente all'8 settembre 1943;

*c*) per coloro che appartengono alle altre categorie alle quali sono applicabili i benefici previsti dalle disposizioni in vigore a favore dei combattenti.

Sono esclusi dal beneficio di cui sopra coloro che abbiano riportato condanne per reati commessi durante il servizio militare, anche se sia successivamente intervenuta amnistia o commutazione di pena e coloro che si trovino nei casi previsti dall'art. 11 del decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, ratificato con la legge 23 febbraio 1952, n. 93;

*d*) per i profughi dall'Eritrea, dall'Etiopia, dalla Libia e dalla Somalia, limitatamente, per questi ultimi, a quelli rimpatriati fino al 31 marzo 1950;

*e*) per i profughi dai territori sui quali, in seguito al trattato di pace, è cessata la sovranità dello Stato italiano;

*f*) per i profughi dai territori esteri;

*g*) per i profughi da zone del territorio nazionale colpite dalla guerra;

*h*) per i combattenti, o assimilati, decorati di medaglia o di croce al valore militare e per i promossi per merito di guerra;

*i*) per coloro che abbiano riportato per comportamento contrario al regime fascista sanzioni penali e di polizia ovvero siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale.

Ai candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali, non viene computato, agli effetti del limite massimo di età, il periodo di tempo intercorso dal 5 settembre 1938 al 9 agosto 1944, fermo restando il limite massimo di anni 40;

3) Il limite massimo di età è protratto fino a 45 anni per il personale licenziato dagli enti di diritto pubblico e dagli altri enti sotto qualsiasi forma costituiti, soggetti a vigilanza dello Stato e comunque interessanti la finanza statale, soppressi e messi in liquidazione in applicazione della legge 4 dicembre 1956, n. 1404, semprechè non siano decorsi cinque anni dalla data di cessazione del rapporto d'impiego;

4) Il limite massimo di età è protratto a 55 anni, ritenendosi parimenti assorbita ogni altra elevazione eventualmente spettante, per i mutilati ed invalidi di guerra e categorie equiparate. Il limite massimo di età è protratto altresì a 55 anni per i mutilati e invalidi civili di cui alla legge 5 ottobre 1962, n. 1539, e per le vedove e gli orfani i cui alla legge 15 novembre 1965, n. 1288, nonchè per i mutilati e gli invalidi del lavoro e per le vedove e gli orfani dei caduti sul lavoro di cui alla legge 14 ottobre 1966, n. 851;

5) Si prescinde dal limite massimo di età nei confronti:

*a*) di coloro che alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di ammissione al concorso, già rivestono la qualifica di impiegati dei ruoli organici o dei ruoli aggiunti delle amministrazioni dello Stato o di operai di ruolo dello Stato;

*b*) di coloro che prestino la propria opera presso l'Istituto superiore di sanità ai sensi della legge 6 dicembre 1964, n. 1331, e successive modifiche;

*c*) dei sottufficiali dell'Esercito, della Marina e della Aeronautica che, in applicazione dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500 e 5 settembre 1947, n. 1220, siano cessati dal servizio a domanda o anche di autorità e non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili;

*d*) degli ufficiali e sottufficiali in servizio permanente dell'Esercito, della Marina, dell'Aeronautica e dei Corpi della guardia di finanza, delle guardie di pubblica sicurezza e degli agenti di custodia, nonchè dei vice brigadieri, graduati e militari di truppa in servizio continuativo dell'Arma dei carabinieri e dei Corpi predetti (legge 26 marzo 1965, n. 229).

Non possono essere ammessi al concorso coloro che siano esclusi dall'elettorato attivo politico e coloro che siano stati destituiti o dispensati dal lavoro presso una pubblica amministrazione.

I suddetti requisiti debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di ammissione al concorso.

L'esclusione dal concorso per difetto dei requisiti prescritti è disposta con decreto motivato del Ministro per la sanità.

Art. 3.

La domanda di ammissione al concorso, redatta su carta bollata, indirizzata al direttore dell'Istituto superiore di sanità, dovrà pervenire o essere presentata all'ufficio per l'ordinamento delle Cariere dell'Istituto stesso, viale Regina Elena n. 299, Roma, entro il termine perentorio di trenta giorni che decorrono dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il ritardo nella presentazione della domanda, quale ne sia la causa, anche se non imputabile al candidato, importa la inammissibilità del candidato al concorso.

La data di arrivo delle domande, sarà stabilita e comprovata esclusivamente dal timbro a data che, a cura dell'indicato ufficio per l'ordinamento delle carriere, verrà apposto su ciascuna di esse.

Nella domanda di ammissione gli aspiranti debbono dichiarare:

1) cognome e nome;

2) luogo e data di nascita, nonchè in caso di superamento del limite massimo di età di 35 anni, i titoli che danno diritto alle eventuali elevazioni di tale limite;

3) il possesso della cittadinanza italiana;

4) il comune nelle cui liste elettorali risultano iscritti, ovvero il motivo della non iscrizione o cancellazione dalle liste medesime;

5) se abbiano riportato o meno condanne penali;

6) il possesso della licenza della quinta classe elementare;

7) la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari;

8) i servizi eventualmente prestati presso pubbliche Amministrazioni e le cause di risoluzione di precedenti rapporti di pubblico impiego.

9) domicilio e indirizzo al quale desiderano che siano trasmesse le eventuali comunicazioni.

La firma in calce alla domanda deve essere autenticata da notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza degli aspiranti.

Per i dipendenti dello Stato è sufficiente, in luogo della predetta autenticazione, il visto del capo dell'ufficio nel quale prestano servizio.

Per coloro che prestano servizio militare è sufficiente il visto del comandante del Corpo al quale appartengono.

Art. 4.

La scelta dell'operaio sarà effettuata mediante valutazione comparativa dei titoli e requisiti degli aspiranti.

A tal fine i candidati hanno facoltà di produrre, a corredo della domanda di ammissione al concorso, qualsiasi documento che ritengano utile ai fini della valutazione di merito.

E' fatto obbligo di unire alla domanda un elenco in duplice copia dei titoli presentati.

I titoli che pervengano dopo la scadenza del termine di presentazione delle domande di ammissione al concorso non saranno presi in considerazione. L'istituto non assume alcuna responsabilità per il caso di dispersione di comunicazioni dipendente da

inesatte indicazioni del recapito da parte dell'aspirante o da mancata oppure tardiva comunicazione del cambiamento dello indirizzo indicato nella domanda, nè per eventuali disguidi postali o telegrafici non imputabili a colpa dell'istituto stesso.

Art. 5.

Per la valutazione dei titoli e dei requisiti degli aspiranti, sarà nominata, con successivo decreto ministeriale, la commissione giudicatrice da costituirsi ai sensi del quarto comma dell'art. 3 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686.

La commissione stabilirà nella prima adunanza i criteri per la valutazione dei titoli e dei requisiti dei candidati, con determinazione dei relativi punteggi.

Art. 6.

I concorrenti inclusi nella graduatoria di merito che intendano far valere titoli di precedenza o preferenza nella nomina ai sensi dell'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, dovranno presentare o far pervenire all'ufficio per l'ordinamento delle carriere dell'Istituto superiore di sanità entro il termine perentorio di venti giorni, che decorrono dalla data di ricezione del relativo invito, i documenti attestanti il regolare possesso dei titoli stessi.

A tal fine:

*a*) coloro che hanno partecipato alle operazioni militari svoltesi in Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, presenteranno la dichiarazione da rilasciarsi in applicazione del regio decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172, ai sensi della circolare n. 427 del Giornale militare ufficiale 1937, in prescritta carta bollata;

*b*) gli ex combattenti della guerra 1940-43, della guerra di liberazione, della lotta di liberazione (partigiani combattenti), i militari e militarizzati che dopo il 14 settembre 1943 attreversarono le linee nemiche, i prigionieri delle Nazioni Unite, i prigioneri cooperatori al seguito delle forze armate alleate operanti, i prigionieri in Germania o in Giappone, i militari e militarizzati addetti alla bonifica di campi minati, dragaggio mine, ecc. di cui al decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, ratificato con modificazioni dalla legge 23 febbraio 1952, n. 93, e decreto del Presidente della Repubblica 14 settembre 1957, n. 1385 e i combattenti della guerra di liberazione delle formazioni non regolari di cui al decreto-legge 19 marzo 1948, n. 241, gli alto-atesini che hanno prestato servizio di guerra nelle forze armate tedesche di cui alla legge 2 aprile 1958, n. 364, dovranno produrre, a seconda dell'Arma o Corpo di appartenenza, la dichiarazione integrativa su prescritta carta bollata di cui alla circolare n. 5000 del 1° gennaio 1953 dello Stato maggiore dell'Esercito o quella di cui alla circolare n. 202860/Od. 6 dell'8 luglio 1948 dello Stato maggiore dell'Aeronautica, ovvero quella di cui alla circolare n. 27200/Om. del 3 luglio 1948 dello Stato maggiore della Marina;

*c*) i reduci dalla deportazione o dall'internamento presenteranno apposita attestazione su prescritta carta bollata rilasciata dal prefetto della provincia nel cui territorio l'interessato ha la sua residenza, ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27;

*d*) i mutilati e gli invalidi dei fatti d'arme verificatesi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o in dipendenza della guerra 1940-43 o della guerra di liberazione o della lotta di liberazione o in conseguenza di ferite e lesioni riportate in occasione dei fatti di Modagiscio dell'11 gennaio 1948, o in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, i mutilati e gli invalidi in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle provincie di confine con la Jugoslavia e nei territori soggetti a detto Stato di cui alla legge 23 marzo 1952, n. 207, i mutilati e gli invalidi per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953, i mutilati e gli invalidi civili per i fatti di guerra, i mutilati e gli invalidi alto-atesini già facenti parte delle forze armate tedesche e delle formazioni armate da esse organizzate di cui alla legge 3 aprile 1958, n. 467, nonchè i mutilati e gli invalidi della repubblica sociale italiana (legge 24 novembre 1961, n. 1298) dovranno produrre il decreto di concessione della relativa pensione ovvero un certificato modello 69 rilasciato dal Ministero del tesoro Direzione generale delle pensioni di guerra, oppure una dichiarazione di invalidità rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra, in cui siano indicati i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualifica di invalido;

*e*) i mutilati ed invalidi per servizio dovranno presentare il decreto di concessione della pensione che indichi la categoria di questa e la categoria e la voce dell'invalidità da cui sono colpiti, ovvero il mod. 69-*ter* rilasciato, secondo i casi dall'amministrazione centrale al servizio della quale l'aspirante ha contratto l'invalidità o dagli enti pubblici autorizzati ai sensi del decreto ministeriale 23 marzo 1948;

*f*) i mutilati e gli invalidi del lavoro dovranno presentare una dichiarazione di invalidità rilasciata dalla competente sezione provinciale dell'Associazione nazionale mutilati ed invalidi per lavoro, comprovante l'iscrizione negli elenchi di cui all'art. 5 della legge 14 ottobre 1966, n. 851;

*g*) i mutilati ed invalidi civili dovranno presentare un certificato rilasciato dal competente Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, su prescritta carta bollata, attestante il numero di iscrizione in ruolo e la categoria professionale ai sensi dell'art. 6 della legge 5 ottobre 1962, n. 1539;

*h*) gli orfani dei caduti per la guerra 1915-18 o per i fatti d'arme verificatesi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o in dipendenza della guerra 1940-43 o della guerra di liberazione o della lotta di liberazione o in conseguenza delle ferite e lesioni riportate in occasione dei fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, o in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane o in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle provincie di confine con la Jugoslavia e nei territori soggetti a detto Stato di cui alla legge 23 marzo 1952, n. 207 e per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953, gli orfani dei caduti che appartennero alle forze armate della repubblica sociale italiana, gli orfani dei perseguitati politici antifascisti e razziali di cui all'art. 2, terzo comma, della legge 10 marzo 1955, n. 96, gli orfani dei caduti civili per fatti di guerra, gli orfani dei caduti alto-atesini che appartennero alle forze armate tedesche di cui alla legge 3 aprile 1958, n. 467, nonchè i figli dei cittadini dichiarati irreperibili in seguito ad eventi di guerra; dovranno presentare un certificato, su prescritta carta bollata, rilasciato dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza agli orfani di guerra, legalizzato dal prefetto;

*i*) gli orfani e le vedove non rimaritate dei caduti per servizio comproveranno tale qualifica mediante un attestato della amministrazione presso la quale il genitore o il coniuge prestava servizio.

Gli orfani e le vedove non rimaritate dei caduti sul lavoro dovranno produrre una dichiarazione rilasciata dalla competente sezione provinciale dell'Associazione mutilati ed invalidi per lavoro, comprovante la iscrizione negli elenchi di cui all'art. 5 della legge 14 ottobre 1966, n. 851;

*l*) i figli dei mutilati e degli invalidi della guerra 1915-18 nonchè i figli dei mutilati ed invalidi di cui alla precedente lettera *d*) dovranno documentare la loro qualifica presentando un certificato su prescritta carta bollata, del sindaco del comune di residenza attestante la categoria di pensione di cui fruisce il padre o la madre;

*m*) i figli dei mutilati ed invalidi per servizio dovranno documentare la loro qualifica presentando uno dei documenti di cui alla precedente lettera *e*) rilasciato a nome del genitore, ovvero un certificato, su prescritta carta bollata, del sindaco del comune di residenza attestante che il padre o la madre fruisce di pensione e la categoria;

*n*) i figli dei mutilati e degli invalidi del lavoro dovranno produrre un certificato rilasciato dalla competente sezione provinciale dell'Associazione nazionale mutilati ed invalidi del lavoro, comprovante l'iscrizione negli elenchi di cui all'art. 5 della legge 14 ottobre 1966, n. 851;

*o*) le madri e le sorelle (vedove o nubili) dei caduti indicati nelle precedenti lettere *h*) e *i*) nonchè le madri, le mogli e le sorelle vedove o nubili dei cittadini dichiarati irreperibili in seguito ad eventi di guerra dovranno esibire un certificato su prescritta carta bollata, rilasciato dal sindaco del comune di residenza, attestante tale circostanza.

Le vedove dei caduti indicati nella precedente lettera *h*) comproveranno tale loro qualifica mediante l'apposito mod. 331 rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra, nel quale dovrà essere esplicitamente dichiarato il godimento della pensione di guerra, ai sensi dell'art. 55 della legge 10 agosto 1950, n. 648;

*p*) i profughi dai territori di confine che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885, dovranno esibire l'attestazione prevista dall'art. 6 del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 1° giugno 1948 (*Gazzetta Ufficiale* n. 142 del 21 giugno 1948) rilasciata su prescritta carta bollata, dal prefetto della provincia in cui risiedono e, se non abbiano la residenza nel territorio dello Stato, dal prefetto di Roma;

*q*) i profughi dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia, dalla Somalia, quelli dai territori sui quali, in seguito al trattato di pace, è cessata la sovranità dello Stato italiano, i profughi dai territori esteri nonchè quelli da zone del territorio nazionale colpite dalla guerra che si trovino nelle condizioni previste dalla legge 4 marzo 1952, n. 137, dovranno presentare una attestazione del prefetto della provincia in cui hanno la residenza, su prescritta carta bollata, in conformità al modello previsto dall'art. 4 del decreto del Presidente della Repubblica 4 luglio 1956, n. 1117.

Sono valide anche le attestazioni già rilasciate dai prefetti in applicazione del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885 e del decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104.

I profughi dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia e dalla Somalia potranno anche presentare il certificato a suo tempo rilasciato dal soppresso Ministero dell'Africa italiana.

I profughi dall'Egitto, dalla Tunisia e da Tangeri che si trovano nelle condizioni previste dalla legge 25 ottobre 1960, n. 1306, dovranno presentare un attestato rilasciato dal Ministero degli affari esteri comprovante tale loro condizione;

*r*) gli insigniti di medaglia al valor militare o di croce di guerra o di altra attestazione speciale di merito di guerra, e i feriti di guerra dovranno produrre l'originale o copia autentica del relativo brevetto o del documento di concessione;

*s*) coloro che abbiano riportato per comportamento contrario al regime fascista sanzioni penali presenteranno una copia della relativa sentenza e colro che abbiano riportato sanzioni di polizia per lo stesso motivo, ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale, dimostreranno tali loro qualifiche mediante attestazione rilasciata, su prescritta carta bollata, dal prefetto della provincia nel cui territorio hanno la loro residenza;

*t*) i coniugati con o senza prole ed i vedovi con prole, dovranno produrre lo stato di famiglia, su prescritta carta bollata, rilasciato dal sindaco del comune di residenza;

*u*) i capi di famiglia numerosa dovranno far risultare dallo stato di famiglia di cui alla precedente lettera *t*), di data non anteriore a tre mesi dalla data di ricevimento della comunicazione di cui al primo comma del presente articolo, che la famiglia stessa è costituita da almeno sette figli viventi, computando tra essi anche i figli caduti in guerra;

*v*) i candidati dipendenti civili di ruolo dello Stato, quelli dei ruoli aggiunti o già inquadrati nei ruoli speciali transitori e gli operai di ruolo dello Stato, dovranno produrre copia dello stato matricolare, su prescritta carta bollata, di data non anteriore a tre mesi dalla data di ricevimento della comunicazione di cui al presente articolo;

*w*) i concorrenti che siano dipendenti non di ruolo dovranno inoltre produrre un certificato di data non anteriore a tre mesi dalla data di ricevimento dell'invito di cui al primo comma del presente articolo, in prescritta carta bollata, rilasciato dall'amministrazione dalla quale dipendono, da cui risultino la data di inizio, la durata e la natura del servizio prestato, nonchè gli estremi del provvedimento di assunzione e di eventuale conferma con le qualifiche riportate nell'ultimo triennio;

*x*) i sottufficiali dell'Esercito, della Marina e dell'Aeronautica che, in applicazione dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500 e 5 settembre 1947, n. 1220, siano cessati dal servizio a domanda o anche d'autorità e non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili, dovranno produrre apposita attestazione, su carta bollata dell'autorità militare;

*z*) i candidati che beneficiano delle disposizioni di cui al n. 5 lettera *d*) dell'art. 2 del presente bando, dovranno produrre copia o estratto dello stato di servizio (per gli ufficiali) ovvero copia o estratto del foglio matricolare (per i sottufficiali e militari di truppa) in carta legale rilasciato dall'autorità militare competente.

Art. 7.

La graduatoria di merito e quella del vincitore del concorso saranno approvate con decreto ministeriale, sotto condizione dell'accertamento dei requisiti richiesti per la nomina ad operaio di ruolo dello Stato.

Di tale approvazione sarà data notizia mediante avviso pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Dalla data di pubblicazione dell'avviso nella *Gazzetta Ufficiale* decorre il termine per le eventuali impugnative.

Art. 8.

Il concorrente utilmente collocato in graduatoria dovrà presentare o far pervenire all'ufficio per l'ordinamento delle carriere dell'Istituto superiore di sanità, entro il termine perentorio di giorni trenta, che decorrono dal giorno di ricezione del relativo invito, i seguenti documenti, tutti su prescritta carta bollata:

1) estratto dell'atto di nascita.

Il candidato che beneficia delle disposizioni speciali per la elevazione del limite massimo di età dovrà produrre la documentazione necessaria atta a comprovare il possesso dei rispettivi requisiti, ove non abbia già prodotto detti documenti ai fini della precedenza o della preferenza a termini del precedente art. 6;

2) certificato di cittadinanza italiana;

3) certificato dal quale risulti che il candidato gode dei diritti politici ovvero che non è incorso in alcuna delle cause, che a termini delle disposizioni vigenti ne impediscano il possesso;

4) certificato generale del casellario giudiziale;

5) certificato medico, rilasciato da un medico provinciale o da un medico militare ovvero dall'ufficiale sanitario del comune di residenza, dal quale risulti l'idoneità fisica dell'aspirante al lavoro ed al servizio continuativo ed incondizionato, il certificato deve altresì contenere l'attestazione relativa agli accertamenti sierologici del sangue ai sensi dell'art. 7 della legge 25 luglio 1956, n. 837.

Nel caso che l'aspirante abbia qualche imperfezione, il certificato medico dovrà contenere una esatta descrizione della medesima, nonchè la dichiarazione che essa non è tale da menomare l'attitudine fisica al lavoro ed al servizio.

Qualora si tratti di mutilato o invalido di guerra od assimilato, il relativo certificato medico dovrà contenere una esatta descrizione della natura e del grado di invalidità, la dichiarazione che l'aspirante non può riuscire di pregiudizio alla salute e alla incolumità dei compagni di lavoro e che le sue condizioni fisiche lo rendono idoneo a disimpegnare le mansioni della qualifica di mestiere per la quale concorre;

6) titolo originale di studio o copia autenticata da notaio;

7) copia dello stato di servizio militare (salvo che non sia stata già presentata ai fini indicati nell'art. 6 o del foglio matricolare o del foglio di congedo illimitato ovvero certificato relativo all'esito di leva, debitamente vidimato, o di iscrizione nelle liste di leva.

L'impiegato dei ruoli organici o dei ruoli aggiunti delle amministrazioni dello Stato potrà limitarsi a produrre i documenti di cui ai numeri 5) e 6) del presente articolo e la copia integrale dello stato di servizio civile previsto dall'art. 6, salvo che non l'abbia già presentata per i fini ivi considerati.

Il concorrente che si trovi alle armi per servizio di leva od in carriera continuativa potrà limitarsi a presentare i documenti di cui ai numeri 1), 4) e 6) del presente articolo e un certificato rilasciato dal comandante del Corpo al quale appartiene, comprovante la sua buona condotta e la sua idoneità fisica all'impiego al quale aspira. Tale certificato dovrà contenere altresì la dichiarazione che il candidato è stato sottoposto agli accertamenti sierologici del sangue ai sensi dell'art. 7 della legge 25 luglio 1956, n. 837.

I documenti di cui ai numeri 2), 3), 4) e 5) del presente articolo dovranno essere rilasciati in data non anteriore a tre mesi dalla data di ricevimento della lettera di invito indicata nel presente articolo.

Art. 9.

Il vincitotre del concorso che avrà presentato nel termine di cui all'art. 8 i documenti richiesti e che risulterà in possesso dei prescritti requisiti sarà assunto in prova e, dopo un periodo non inferiore ai sei mesi, conseguirà, previo giudizio favorevole del consiglio di amministrazione previsto dall'art. 49 della legge 5 marzo 1961, n. 90, la nomina ad operaio nel ruolo degli operai permanenti dell'Istituto superiore di sanità.

Art. 10.

Al vincitore del concorso verrà corrisposta, durante il periodo di prova, una paga lorda giornaliera pari ad un trecentododicesimo della paga annua lorda iniziale relativa al coefficiente stabilito per la categoria di appartenenza, oltre alle competenze accessorie ed alle indennità come per legge.

Il direttore dell'Istituto superiore di sanità è incaricato dell'esecuzione del presente decreto che sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 8 gennaio 1968

*Il Ministro*: MARIOTTI

*Registrato alla Corte dei conti, addì 5 marzo 1968*
*Registro n. 4 Sanità, foglio n. 204*

**(2788)**

## MINISTERO DELLE PARTECIPAZIONI STATALI

**Concorso per esami a due posti di consigliere di 3ª classe in prova nel ruolo della carriera direttiva (ruolo centrale)**

IL MINISTRO PER LE PARTECIPAZIONI STATALI

Vista la legge 22 dicembre 1956, n. 1589;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1958, n. 15;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, che approva il testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, contenente le norme di esecuzione del citato testo unico delle disposizioni sullo statuto degli impiegati civili dello Stato;

Considerato che per accertate esigenze di servizio si rende necessario mettere a concorso due posti resisi disponibili nel ruolo della carriera direttiva del Ministero;

Decreta:

Art. 1.

*Numero dei posti a concorso*

E' indetto un concorso per esami a due posti di consigliere di terza classe nel ruolo della carriera direttiva del Ministero delle partecipazioni statali.

Art. 2.

*Titolo di studio richiesto per l'ammissione*

Per l'ammissione al concorso gli aspiranti debbono essere in possesso della laurea in giurisprudenza conseguita in una delle università italiane, ovvero:

*a*) della laurea rilasciata da una delle facoltà di economia e commercio o da uno degli istituti superiori di scienze economiche e commerciali, compresa l'Università commerciale « Luigi Bocconi » di Milano;

*b*) della laurea in scienze politiche conseguita presso la facoltà di scienze politiche, della Università di Roma o presso la scuola preesistente alla facoltà stessa, o presso le scuole o facoltà analogalmente ordinate in altre università della Repubblica, ai sensi dell'art. 36 del regio decreto 4 settembre 1925, n. 1604;

*c*) della laurea in scienze coloniali conseguita presso l'Istituto universitario orientale di Napoli;

*d*) della laurea in scienze economico-marittimo.

Al concorso possono partecipare anche gli impiegati delle carriere di concetto che non siano in possesso del prescritto titolo di studio, purchè rivestano qualifica non inferiore a quella di segretario aggiunto ed abbiano il diploma di istituto di istruzione secondaria di secondo grado.

Art. 3.

*Requisiti per l'ammissione*

Gli aspiranti, per partecipare al concorso, debbono essere in possesso, alla data di scadenza del termine stabilito per la presentazione delle domande, oltre che del titolo di studio, di cui al precedente art. 2, anche degli altri seguenti requisiti:

1) cittadinanza italiana;

2) buona condotta;

3) idoneità fisica all'impiego;

4) godimento dei diritti politici;

5) età non inferiore agli anni 18 e non superiore ai 32, salvo le elevazioni previste dalle norme vigenti e indicate nel successivo art. 4 del presente bando.

Art. 4.

*Elevazione dei limiti di età*

Il limite di età di cui all'articolo precedente, è elevato:

1) di due anni per coloro che siano coniugati alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande per la partecipazione al concorso, più un anno per ogni figlio vivente alla data medesima;

2) di cinque anni:

*a*) per coloro che abbiano partecipato nei reparti delle forze armate dello Stato ovvero, in qualità di militarizzati o assimilati, alle operazioni della guerra 1940-43 o della guerra di liberazione;

*b*) per i partigiani combattenti e per i cittadini deportati dal nemico posteriormente all'8 settembre 1943;

*c*) per coloro che appartengono alle altre categorie assimilate ai combattenti, dalle disposizioni in vigore.

Sono esclusi dal beneficio di cui sopra coloro che abbiano riportato condanne per reati commessi durante il servizio militare, anche se sia successivamente intervenuta amnistia, indulto o commutazione di pena e coloro che si trovino nei casi previsti dall'art. 11 del decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, ratificato con la legge 23 febbraio 1952, n. 93;

*d*) per i cittadini aventi il loro domicilio in territorio di confine che, in conseguenza di avvenimenti di carattere bellico o politico, siano stati costretti ad allontanarsene e non possano farvi ritorno;

*e*) per i profughi dall'Eritrea, dall'Etiopia, dalla Libia, di cui al decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104; per i profughi della Somalia rimpatriati fino al 31 marzo 1950; per i profughi dai territori sui quali in seguito al trattato di pace è cessata la sovranità dello Stato italiano; per i profughi dai territori esteri, per i profughi da zone del territorio nazionale colpite dalla guerra (legge 4 marzo 1952, n. 137); per i profughi rimpatriati dall'Egitto, dalla Tunisia e da Tangeri, contemplati dalla legge 25 ottobre 1960, n. 1306 e per i profughi ed i rimpatriati dalla Algeria e da altri Paesi del continente africano (legge 25 febbraio 1963, n. 319).

3) il limite massimo di età è poi elevato ad anni 39:

*a*) per i combattenti od assimilati decorati di medaglia al valor militare o di croce di guerra al valor militare, oppure per i promossi per merito di guerra;

*b*) per i capi di famiglie numerose, ai sensi della legge 20 marzo 1940, n. 233, e del decreto legislativo luogotenenziale 29 marzo 1945, n. 267, costituite da almeno sette figli viventi; ai fini di tale computo vanno compresi anche i figli caduti in guerra.

Le elevazioni di cui al precedente n. 1) si cumulano con le elevazioni previste nei numeri 2) e 3), purchè complessivamente non siano superati i 40 anni;

4) inoltre, il limite massimo di età è protratto sino a 40 anni, ritenendosi però assorbita ogni altra elevazione eventualmente spettante, per coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale;

5) il limite massimo di età è protratto a 45 anni per il personale licenziato dagli enti di diritto pubblico e dagli altri enti sotto qualsiasi forma costituiti, soggetti a vigilanza dello Stato o comunque interessanti la finanza statale, i quali siano stati soppressi ai sensi della legge 4 dicembre 1956, n. 1404, entro cinque anni dalla cessazione del rapporto d'impiego (art. 12 della legge 4 dicembre 1956, n. 1404);

6) il limite massimo di età è protratto a 55 anni, ritenendosi assorbita ogni altra elevazione eventualmente spettante:

*a*) per i mutilati e invalidi di guerra; per i mutilati ed invalidi per la lotta di liberazione; per i mutilati e invalidi civili per fatti di guerra; per i mutilati e invalidi per fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948; per i mutilati e invalidi per servizio militare o civile; per i mutilati ed invalidi in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane (limitatamente agli eventi verificatisi fino al 23 dicembre 1951 per la Libia e fino al 31 marzo 1950 per la Somalia); per i mutilati e invalidi in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle provincie di confine con la Jugoslavia e nei territori soggetti a detto Stato per eventi avvenuti fino al 31 dicembre 1954; per i mutilati e invalidi per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953, di cui alla legge 9 agosto 1954, n. 654; per i mutilati ed invalidi già facenti parte delle forze armate tedesche o delle formazioni armate da esse organizzate, indicati nell'art. 9 della legge 5 gennaio 1955, n. 14 (legge 3 aprile 1958, n. 467); per i mutilati ed invalidi della sedicente repubblica sociale italiana (legge 24 novembre 1961, n. 1298), per le vedove e gli orfani dei caduti per causa di servizio (art. 7, ultimo comma, legge 15 novembre 1965, n. 1288): per i mutilati ed invalidi del lavoro, nonchè per le vedove e gli orfani dei caduti sul lavoro, di cui alla legge 14 ottobre 1966, n. 851.

Non sono ammessi a tale beneficio gli invalidi di cui sopra assegnati alla nona e decima categoria di pensione, ad eccezione di quelli contemplati dalle voci da 4 a 10 della categoria nona e

da 3 a 6 della categoria decima della tabella allegata *A* al decreto luogotenenziale 20 maggio 1917, n. 876 e dalle voci 4, 6, 7, 8, 9, 10 e 11 della tabella *B* del regio decreto 12 luglio 1923, n. 1491, richiamate dalla legge 3 giugno 1950, n. 375, oppure dalle voci da 4 a 10 della tabella *B* annessa alla legge 10 agosto 1950, n. 648;

*b*) per i mutilati ed invalidi civili, di cui alla legge 5 ottobre 1962, n. 1539;

*c*) per le vedove e gli orfani, di cui alla legge 15 novembre 1965, n. 1288;

*d*) per i mutilati ed invalidi nonchè gli orfani e le vedove dei caduti sul lavoro, di cui alla legge 14 ottobre 1966, n. 851.

7) ai candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali non viene computato, agli effetti del limite massimo di età, il periodo intercorso dal 5 settembre 1938 al 9 agosto 1944, ai sensi dello art. 5 del regio decreto legge 20 gennaio 1944, n. 25, convertito senza modifiche, nella legge 5 maggio 1949, n. 178.

In ogni caso, e anche quando si possono cumulare altri benefici, non si può superare il limite massimo di anni 40;

8) per gli assistenti ordinari di università o di istituti di istruzione universitaria, cessati dal servizio per motivi non disciplinari, il limite massimo di età è aumentato, ai termini dello art. 17 del decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1172, ratificato, con modificazioni, con l'art. 1 della legge 24 giugno 1950, n. 465, di un periodo pari a quello di appartenenza ai ruoli di assistente, mentre, per gli assistenti straordinari, volontari ed incaricati, sia in attività sia cessati per ragione di carattere non disciplinare, tale limite è aumentato di un periodo pari a metà del servizio prestato presso l'università od istituto di istruzione universitaria.

In ogni caso, e anche quando si possono cumulare altri benefici, non si può superare il limite massimo di anni 40;

9) si prescinde dal limite massimo di età:

*a*) per gli impiegati civili ed operai di ruolo dello Stato, che siano in possesso degli altri requisiti prescritti;

*b*) per i sottufficiali dell'Esercito, della Marina e della Aeronautica che, in applicazione dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500 e 5 settembre 1947, n. 1220, siano cessati dal servizio a domanda o anche di autorità e non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili;

*c*) per gli ufficiali e sottufficiali in servizio permanente dell'Esercito, della Marina e della Aeronautica e dei Corpi della guardia di finanza, delle guardie di pubblica sicurezza e degli agenti di custodia, nonchè per i vice brigadieri, graduati e militari di truppa in servizio continuativo dell'Arma dei carabinieri e dei Corpi predetti (legge 26 marzo 1965, n. 229).

Art. 5.

*Presentazione delle domande*

Le domande di ammissione al concorso, indirizzate al Ministero delle partecipazioni statali - Servizio per gli affari amministrativi e per il personale - Roma, redatte su carta da bollo da L. 400 (vedi schema esemplificativo all'allegato *A*) e firmate dagli aspiranti di proprio pugno, dovranno pervenire al Ministero stesso entro il termine perentorio di giorni trenta, decorrenti dal giorno successivo a quello di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Non si terrà conto delle domande che verranno presentate o perverranno dopo il termine sopra indicato, anche se spedite per posta o trasmesse con qualsiasi altro mezzo entro il termine medesimo.

Nelle domande gli aspiranti debbono dichiarare:

la data ed il luogo di nascita;

il possesso della cittadinanza italiana. Sono equiparati ai cittadini gli italiani non appartenenti alla Repubblica;

il comune dove sono iscritti nelle liste elettorali, ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

l'immunità da condanne penali o le eventuali condanne penali riportate (anche se sia stata concessa amnistia, condono, indulto o perdono giudiziale) e i procedimenti penali eventualmente pendenti;

il titolo di studio, specificando presso quale università o istituto lo abbiano conseguito e in quale data, nonchè il voto riportato;

la posizione nei riguardi degli obblighi militari;

i servizi eventualmente prestati come impiegati presso pubbliche Amministrazioni e le cause di risoluzione di precedenti rapporti di pubblico impiego. Non possono partecipare al concorso coloro che siano stati destituiti o dispensati da precedente impiego presso una pubblica Amministrazione o ne siano decaduti per averlo conseguito mediante produzione di documenti falsi o viziati da invalidità non sanabile;

i titoli che danno diritto ad elevazione del limite massimo di età per l'ammissione al concorso.

Dalle domande dovrà risultare, altresì:

la residenza;

l'indirizzo (con l'indicazione del numero di codice di avviamento postale) al quale si chiede che sia trasmessa ogni comunicazione relativa al concorso.

La firma, che gli aspiranti apporranno in calce alla domanda, dovrà essere autenticata da notaio o dal segretario comunale del luogo in cui gli aspiranti stessi risiedono. Sia la firma del notaio che quella del segretario comunale non sono soggette alla legalizzazione, ai sensi dell'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678.

Per i dipendenti statali, è sufficiente il visto del capo dello Ufficio nel quale prestano servizio.

L'omessa autenticazione della firma comporta l'esclusione dal concorso.

Art. 6.

*Possesso dei requisiti*

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande.

I requisiti che diano titolo di preferenza o di precedenza per la nomina al posto, anche se posseduti dopo la scadenza del termine utile per la presentazione delle domande, possono essere documentati entro il termine stabilito dal primo comma del successivo art. 7.

Art. 7.

*Termine per la presentazione dei documenti*

I concorrenti che abbiano superato la prova orale e che intendano far valere titoli di preferenza o di precedenza nella nomina, devono far pervenire al servizio per gli affari amministrativi e per il personale del Ministero delle partecipazioni statali, entro il termine perentorio di quindici giorni dal ricevimento dell'apposita comunicazione, i documenti attestanti il possesso di tali titoli, redatti nella forma prescritta dal successivo art. 9.

I concorrenti dichiarati vincitori devono far pervenire allo ufficio di cui sopra, sotto pena di decadenza, entro il termine di trenta giorni dal ricevimento dell'apposita comunicazione, sia i documenti di rito elencati nel successivo art. 8, sia, per beneficiare dell'aumento dei limiti di età previsti dall'art. 4, gli appositi documenti elencati nell'art. 9.

Art. 8.

*Documenti di rito che devono produrre i candidati dichiarati vincitori*

I candidati dichiarati vincitori dovranno produrre, nel termine stabilito dal secondo comma del precedente art. 7, e quelli residenti all'estero, nel termine di cui sopra prorogato di trenta giorni, i seguenti documenti:

*a*) titolo di studio: diploma originale e copia autenticata, ai sensi dell'art. 6 del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n 678, su carta da bollo da L. 400, del titolo di studio prescritto nel precedente art. 2 per l'ammissione al concorso.

Quando il diploma non sia stato ancora rilasciato, è consentito di presentare, in sua sostituzione, il certificato-diploma, sulla prescritta carta legale, contenente la dichiarazione di sostituire a tutti gli effetti il diploma sino a quando quest'ultimo non potrà essere rilasciato, oppure copia del certificato predetto, autenticata ai sensi dell'art. 6 del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678.

In caso di smarrimento o distruzione del diploma, il candidato dovrà presentare il relativo duplicato rilasciato ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, oppure un certificato dal quale risulti che è in corso la procedura per il rilascio del duplicato stesso;

*b*) estratto dell'atto di nascita, su carta da bollo da L. 400.

Tale documento dovrà essere rilasciato dall'ufficiale di stato civile del comune di origine se il candidato è nato nel territorio della Repubblica, ovvero del comune presso il quale è stato trascritto l'atto di nascita, se il candidato è nato all'estero. Qualora detta trascrizione non sia stata ancora eseguita, i candidati

nati all'estero potranno produrre un certificato dell'autorità consolare; la firma del funzionario che ha rilasciato il certificato deve essere legalizzata dal Ministro per gli affari esteri o dalle autorità da esso delegate;

c) certificato di cittadinanza italiana su carta da bollo da L. 400, rilasciato dal sindaco del comune di origine o di residenza o dall'ufficiale di stato civile del comune di origine;

d) certificato di godimento dei diritti politici su carta da bollo da L. 400, rilasciato dal sindaco del comune di origine o di residenza. Per i minori degli anni 21, il certificato, la cui esibizione in ogni caso è obbligatoria, conterrà la dichiarazione che il candidato non è incorso in alcuna delle cause che, a termini delle disposizioni vigenti, impediscano il possesso dei diritti politici stessi;

e) certificato generale del casellario giudiziale su carta bollata da L. 400, rilasciato dal segretario della procura della Repubblica.

Il predetto documento non può essere sostituito con il certificato penale;

f) certificato su carta bollata da L. 400, rilasciato da un medico militare o dal medico provinciale o dall'ufficiale sanitario del comune di residenza, dal quale risulti che il candidato è idoneo fisicamente al servizio continuativo ed incondizionato, nell'impiego al quale si riferisce il concorso.

Dal certificato deve risultare, altresì, che è stato adempiuto a quanto previsto dall'art. 7 della legge 25 luglio 1956, n. 837.

Qualora il candidato sia affetto da qualche imperfezione fisica, il certificato ne deve fare menzione.

Per gli aspiranti invalidi di guerra, invalidi civili per fatti di guerra ed assimilati, invalidi per servizio, il certificato medico deve essere rilasciato dall'ufficio sanitario del comune di residenza dell'aspirante e contenere, ai sensi, rispettivamente, dello art. 3 della legge 3 giugno 1950, n. 375 e dell'art. 3 della legge 24 febbraio 1953, n. 142, oltre ad una esatta descrizione delle condizioni attuali dell'invalido risultanti dall'esame obiettivo, anche la dichiarazione che l'invalido è idoneo al normale assolvimento delle mansioni inerenti all'impiego cui aspira e che, per la natura e il grado della sua invalidità o mutilazione, non riesce di pregiudizio alla salute ed alla incolumità dei compagni di lavoro ed alla sicurezza degli impianti.

L'Amministrazione si riserva, in ogni caso, di sottoporre a visita medica di un sanitario di sua fiducia i candidati per i quali lo ritenga necessario.

I documenti indicati alle precedenti lettere a), b), c), d), e), f), non sono soggetti alla legalizzazione delle firme, ai sensi dell'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678;

g) documento militare;

1) per i candidati che abbiano già prestato servizio militare: copia o estratto dello stato di servizio militare (per gli ufficiali) ovvero copia o estratto del foglio matricolare (per i sottufficiali e militari di truppa) in bollo da L. 400, rilasciato dall'autorità militare competente.

Anche i candidati, che siano stati riformati dopo la loro presentazione alle armi, sono tenuti a produrre uno dei suddetti documenti;

2) per i candidati che siano stati dichiarati «abili arruolati» dal competente consiglio di leva, ma che per qualsiasi motivo non abbiano ancora prestato o non debbano prestare servizio militare:

a) se assegnati in forza ai distretti militari (Esercito e Aeronautica): copia o estratto del foglio matricolare militare in bollo da L. 400 rilasciato dal distretto militare competente;

b) se assegnati in forza alle capitanerie di porto: certificato di esito di leva in bollo da L. 400 rilasciato dalla capitaneria di porto competente.

I documenti sopra indicati non possono essere sostituiti dal foglio di congedo;

3) per i candidati che siano stati dichiarati riformati o rivedibili dal competente consiglio di leva:

a) se il giudizio è stato adottato dal Consiglio di leva presso il comune di origine o di residenza (candidati assegnati alle liste di leva terrestre): certificato di esito di leva in bollo da L. 400, rilasciato dal sindaco e contenente il visto di conferma del commissario di leva;

b) se il giudizio è stato adottato presso una capitaneria di porto (candidati assegnati alla lista di leva marittima): certificato di esito di leva in bollo da L. 400 rilasciato dal commissario di leva e vistato dal comandante di porto;

4) per i candidati, infine, che non siano stati ancora sottoposti al giudizio del consiglio di leva: certificato di iscrizione nelle liste di leva, in bollo da L. 400, rilasciato dal sindaco, se il candidato è stato assegnato alle liste di leva terrestre, ovvero analogo certificato, rilasciato dalla capitaneria di porto, se l'aspirante è stato assegnato alla lista di leva marittima.

I seguenti documenti debbono essere di data non anteriore a tre mesi dalla data di ricevimento della comunicazione di cui al comma 2° del precedente art. 7:

1) certificato di cittadinanza italiana;
2) certificato di godimento dei diritti politici;
3) certificato generale del casellario giudiziale;
4) certificato medico.

I certificati di cui ai numeri 1) e 2) dovranno attestare, altresì, che gli interessati godevano del possesso dei requisiti, rispettivamente della cittadinanza italiana e dei diritti politici, anche alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di partecipazione al concorso.

Il requisito della buona condotta sarà accertato d'ufficio a norma dell'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686.

I concorrenti che siano dipendenti statali di ruolo o dei ruoli aggiunti, dovranno produrre solamente i seguenti documenti:

1) copia integrale dello stato matricolare su carta bollata da L. 400, di data non anteriore a tre mesi dalla data di ricevimento della comunicazione di cui al 2° comma del precedente art. 7, con i giudizi complessivi riportati nel triennio antecedente il concorso;
2) titolo di studio;
3) certificato medico.

I concorrenti che si trovino alle armi per il servizio di leva od in carriera continuativa e quelli in servizio di polizia quali appartenenti al Corpo guardie di pubblica sicurezza, possono presentare soltanto i seguenti documenti:

1) titolo di studio;
2) estratto dell'atto di nascita;
3) certificato generale del casellario giudiziale;
4) certificato rilasciato su carta bollata da L. 400 dal comandante del Corpo al quale appartengono, comprovante la loro buona condotta e la loro idoneità fisica a coprire il posto al quale aspirano.

I candidati indigenti hanno facoltà di produrre in carta libera i documenti di cui all'art. 27 della tabella *B* allegata al decreto del Presidente della Repubblica 25 giugno 1953, n. 429, purchè esibiscano un certificato di povertà, ovvero, dai documenti stessi risulti esplicitamente la loro condizione di indigenza, mediante indicazione degli estremi dell'attestato dell'autorità di pubblica sicurezza.

Non sono ammessi riferimenti a documenti in precedenza presentati a questo o ad altri Ministeri o ad altri Enti, a qualsiasi titolo.

Tuttavia, i profughi dai territori di confine hanno facoltà di fare riferimento a documenti già presentati ad altri uffici pubblici o ad atti ivi esistenti, dai quali risultino le posizioni giuridiche e le posizioni di fatto da comprovare. In tale caso, essi dovranno indicare, per tali documenti, l'autorità che li ha rilasciati e gli uffici presso cui sono depositati.

I profughi suddetti hanno, altresì, facoltà di avvalersi di documenti diversi da quelli richiesti nel presente decreto, semprechè siano riconosciuti validi dall'Amministrazione.

Art. 9.

*Titoli che danno diritto a particolari benefici: preferenza o precedenza nelle nomine ed elevazione dei limiti massimi di età*

Ai fini dell'applicazione dei benefici previsti dalle vigenti disposizioni a favore degli ex combattenti ed assimilati, degli invalidi di guerra ed assimilati, dei congiunti dei caduti in guerra ed assimilati, dei decorati al valor militare e per merito di guerra, dei promossi per merito di guerra, dei feriti di guerra, dei profughi, dei perseguitati politici e razziali, dei coniugati e vedovi e dei capi di famiglia numerosa, dei dipendenti statali di ruolo e non di ruolo, dei sottufficiali delle forze armate cessati dal servizio a domanda o d'autorità e non reimpiegati come civili, gli interessati dovranno produrre, nei termini e per gli effetti di cui al precedente art. 7, i seguenti documenti:

a) coloro che hanno partecipato alle operazioni militari svoltesi in Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, presenteranno la dichiarazione da rilasciarsi per l'applicazione

del regio decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172, ai sensi della circolare n. 427 del Giornale militare ufficiale 1937, in carta bollata da L. 400;

*b*) gli ex combattenti della guerra 1940-43, della guerra di liberazione, della lotta di liberazione (partigiani combattenti), i militari e militarizzati che dopo il 14 settembre 1943 attraversarono le linee nemiche, i prigionieri delle Nazioni Unite, i prigionieri cooperatori al seguito delle forze armate alleate operanti, i prigionieri in Germania o in Giappone, i militari e militarizzati addetti alla bonifica di campi minati, dragaggio mine, ecc., di cui al decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, ratificato, con modificazioni, dalla legge 23 febbraio 1952, n. 93 e i combattenti della guerra di liberazione delle formazioni non regolari di cui al decreto-legge 19 marzo 1948, n. 241, gli alto-atesini che hanno prestato servizio di guerra nelle forze armate tedesche di cui alla legge 2 aprile 1958, n. 364, dovranno produrre, oltre alla copia dello stato di servizio o del foglio matricolare, a seconda dell'Arma o Corpo di appartenenza, la dichiarazione integrativa in bollo da L. 400, di cui alla circolare n. 5000 del 1° gennaio 1953 dello stato maggiore dell'esercito, o quella di cui alla circolare n. 202860/od.6 dell'8 luglio 1948 dello Stato Maggiore della Aeronautica, ovvero quella di cui alla circolare n. 27200/Om. del 3 luglio 1948 dello stato maggiore della Marina;

*c*) i reduci dalla deportazione o dall'internamento presenteranno apposita attestazione in carta bollata da L. 400, rilasciata dal prefetto della provincia nel cui territorio l'interessato ha la sua residenza, ai sensi del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27;

*d*) i mutilati e gli invalidi per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale, o in dipendenza della guerra 1940-1943, o della guerra di liberazione, o della lotta di liberazione, o in conseguenza di ferite e lesioni riportate in occasione dei fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, o in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori dell'ex colonie italiane; i mutilati e gli invalidi in occasione di azioni singole e collettive aventi fini politici nelle provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato di cui alla legge 23 marzo 1952, n. 207; i mutilati e gli invalidi per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953 e i mutilati e gli invalidi civili per fatti di guerra; i mutilati e gli invalidi alto atesini già facenti parte delle forze armate tedesche o delle formazioni armate da esse organizzate di cui alla legge 3 aprile 1948, n. 467, nonchè i mutilati e gli invalidi della sedicente repubblica sociale italiana, dovranno produrre il decreto di concessione della relativa pensione ovvero un certificato modello 69 rilasciato dal Ministero del tesoro - Direzione generale delle pensioni di guerra, oppure una dichiarazione di invalidità rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra, in cui siano indicati i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualifica di invalido;

*e*) i mutilati e gli invalidi civili dovranno presentare un certificato rilasciato dal competente ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, su carta da bollo da L. 400, attestante il numero di iscrizione nel ruolo o la categoria professionale, ai sensi dell'art. 6 della legge 5 ottobre 1962, n. 1539;

*f*) i mutilati ed invalidi per servizio dovranno presentare il decreto di concessione della pensione che indichi la categoria di questa e la voce dell'invalidità, ovvero il modello 69-*ter* rilasciato, secondo i casi, dall'Amministrazione centrale, al servizio della quale l'aspirante ha contratto l'invalidità, o dagli enti pubblici autorizzati ai sensi del decreto ministeriale 23 marzo 1948;

*g*) gli orfani dei caduti per la guerra 1915-1918, per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o in dipendenza della guerra 1940-43, o della guerra di liberazione, o della lotta di liberazione, o in conseguenza delle ferite e lesioni riportate in occasione dei fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, o in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, o in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato, di cui alla legge 23 marzo 1952, n. 207, o per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953; gli orfani dei caduti che appartennero alle forze armate della sedicente repubblica sociale italiana, gli orfani dei perseguitati politici antifascisti e razziali, di cui allo art. 2, 3° comma, della legge 10 marzo 1955, n. 96, gli orfani dei caduti civili per fatti di guerra, gli orfani dei caduti alto-atesini che appartennero alle forze armate tedesche, di cui alla legge 3 aprile 1958, n. 467, nonchè dei cittadini dichiarati irreperibili in seguito ad eventi di guerra, dovranno presentare un certificato su carta da bollo da L. 400, rilasciato dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza agli orfani di guerra, legalizzato dal prefetto. Gli orfani dei caduti per servizio dovranno produrre un certificato rilasciato ai sensi e per gli effetti dell'art. 8, ultimo comma, della legge 24 febbraio 1953, n. 142;

*h*) i figli dei mutilati e degli invalidi della guerra 1915-18, nonchè i figli dei mutilati ed invalidi di cui alla precedente lettera *d*), dovranno documentare la loro qualifica, presentando il mod. 69, di cui alla citata lettera *d*), oppure un certificato su carta da bollo di L. 400 del sindaco del comune di residenza, attestante la categoria di pensione di cui fruisce il padre o la madre;

*i*) i figli dei mutilati ed invalidi per servizio dovranno documentare la loro qualifica presentando un certificato, su carta da bollo da L. 400, rilasciato dal sindaco del comune di residenza, attestante la categoria di pensione di cui fruisce il padre o la madre oppure un attestato dell'Amministrazione presso cui presta o prestava servizio il genitore;

*l*) le madri e le sorelle (vedove o nubili) dei caduti indicati nella precedente lettera *g*), nonchè le madri, le mogli e le sorelle vedove e nubili dei cittadini dichiarati irreperibili in seguito ad eventi di guerra, dovranno esibire un certificato su carta bollata da L. 400 rilasciato dal sindaco del comune di residenza; le vedove di guerra dovranno presentare, ai sensi dell'art. 4 della legge 15 novembre 1965, n. 1288, l'apposito mod. 331, rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra, nel quale dovrà essere esplicitamente dichiarato il godimento della pensione; le vedove dei caduti per causa di servizio dovranno presentare una dichiarazione, in carta da bollo, dell'amministrazione presso la quale il caduto prestava servizio (art. 4, ultimo comma della legge 15 novembre 1965, n. 1288);

*m*) i profughi dai territori di confine, che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885, dovranno esibire l'attestazione prevista dall'art. 6 del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 1° giugno 1948 (*Gazzetta Ufficiale* n. 142 del 21 giugno 1948), rilasciata in carta bollata da L. 400 dal prefetto della provincia in cui risiedono, e, se non abbiano la residenza nel territorio dello Stato, dal prefetto di Roma;

*n*) i profughi dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia, dalla Somalia, quelli dai territori sui quali, in seguito al trattato di pace, è cessata la sovranità dello Stato Italiano; i profughi dai territori esteri nonchè quelli da zone del territorio nazionale colpite dalla guerra, che si trovino nelle condizioni previste dalla legge 4 marzo 1952, n. 137, dovranno presentare una attestazione del prefetto della provincia in cui hanno la residenza, in carta bollata da L. 400, in conformità al modello previsto dall'art. 4 del decreto del Presidente della Repubblica 4 luglio 1956, n. 1117.

Sono valide anche le attestazioni già rilasciate dai prefetti in applicazione del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885 e del decreto legislativo 26 luglio 1948, n. 104.

I profughi dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia e dalla Somalia, potranno anche presentare il certificato a suo tempo rilasciato dal soppresso Ministero dell'Africa italiana;

I profughi dall'Egitto, dalla Tunisia e da Tangeri, che si trovano nelle condizioni previste dalla legge 25 ottobre 1960, n. 1306, dovranno presentare un attestato, rilasciato dal Ministero degli affari esteri, comprovante tale loro condizione;

*o*) i decorati di medaglia al valor militare o di croce di guerra, i feriti di guerra e i promossi per merito di guerra e gli insigniti di ogni altra attestazione speciale di merito di guerra, dovranno produrre l'originale o copia autentica del relativo brevetto o del documento di concessione;

*p*) coloro che abbiano riportato sanzioni penali per comportamento contrario al regime fascista, presenteranno una copia della relativa sentenza, e coloro che abbiano riportato sanzioni di polizia per lo stesso motivo ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale, dimostreranno tali loro qualifiche mediante attestazione rilasciata su carta da bollo da L. 400 dal prefetto della provincia nel cui territorio hanno la loro residenza;

*q*) i candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali presenteranno un certificato in carta legale della competente autorità israelitica;

*r*) i coniugati con o senza prole ed i vedovi con prole, dovranno produrre lo stato di famiglia su carta bollata da L. 400, rilasciato dal sindaco del comune di residenza;

*s*) i capi di famiglia numerosa dovranno far risultare dallo stato di famiglia di cui alla precedente lettera *r*), di data

non anteriore a tre mesi dalla data di ricevimento della comunicazione di cui al secondo comma del precedente art. 7, che la famiglia stessa è costituita da almeno sette figli viventi, computando tra essi anche i figli caduti in guerra;

*t*) i candidati, che siano dipendenti statali di ruolo e dei ruoli aggiunti, dovranno produrre copia dello stato matricolare, su carta bollata da L. 400, di data non anteriore a 3 mesi dalla data di ricevimento della comunicazione di cui al comma secondo del precedente art. 7;

*u*) i dipendenti statali, che abbiano frequentato con esito favorevole i corsi di preparazione o di integrazione previsti dall'art. 150 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, dovranno produrre un certificato in carta da bollo da L. 400, rilasciato dall'amministrazione competente, contenente la votazione riportata;

*v*) gli assistenti ordinari di università o di istituti di istruzione universitaria cessati dal servizio per motivi non disciplinari e gli assistenti straordinari, volontari ed incaricati, sia in attività che cessati dal servizio per motivi di carattere non disciplinare, dovranno presentare un certificato del rettore dell'università o del capo di istituto di istruzione universitaria, attestante la qualifica rivestita e, rispettivamente, il periodo di appartenenza nei ruoli, per gli assistenti ordinari, o il periodo di servizio prestato presso l'università od istituto di istruzione universitaria, per gli assistenti straordinari. Per tutti coloro che siano cessati dal servizio, il certificato indicherà i motivi di tale cessazione;

*z*) i concorrenti che siano dipendenti non di ruolo dovranno inoltre produrre un certificato, di data non anteriore a tre mesi dalla data di ricevimento della comunicazione di cui al secondo comma del precedente art. 7, su carta bollata da L. 400, rilasciato dall'amministrazione dalla quale dipendono, da cui risultino la data di inizio, la durata, la natura e la qualità del servizio prestato, nonchè gli estremi del provvedimento di assunzione e di eventuale conferma, con i giudizi complessivi riportati nel triennio antecedente il concorso;

*x*) i sottufficiali dell'Esercito, della Marina e dell'Aeronautica che, in applicazione dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500, e 5 settembre 1947, n. 1220, siano cessati dal servizio a domanda o anche di autorità e non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili, dovranno produrre apposita attestazione, su carta bollata da L. 400, dell'autorità militare.

Art. 10.

*Commissione esaminatrice*

La commissione esaminatrice, composta ai sensi delle disposizioni in vigore, sarà nominata con successivo decreto ministeriale.

Art. 11.

*Svolgimento delle prove*

Per lo svolgimento delle prove scritte ed orali si osserveranno le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686.

L'esame avrà luogo a Roma e consterà di 3 prove scritte e di una orale, in base al programma indicato nel successivo art. 12. Le prove scritte si svolgeranno nei giorni che saranno stabiliti con successivo decreto, del quale verrà dato avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Ai candidati sarà, inoltre, data, nei termini di legge, comunicazione del giorno, dell'ora e del luogo in cui verranno espletate le prove scritte e quelle orali.

L'amministrazione non assume alcuna responsabilità per il caso di dispersione di comunicazioni, dipendenti da inesatte indicazioni del recapito da parte dell'aspirante o da mancata oppure tardiva comunicazione del cambiamento dell'indirizzo indicato nella domanda, nè di eventuali disguidi postali o telegrafici non imputabili a colpa dell'amministrazione stessa.

I candidati dovranno presentarsi a sostenere le prove scritte e quelle orali, muniti, ad esclusione di altri, di uno dei seguenti documenti di riconoscimento, aggiornati secondo le norme che ne prevedono il rilascio:

*a*) fotografia recente, applicata su foglio di carta da bollo, con la firma del concorrente, e autentica del sindaco o di notaio;

*b*) tessera ferroviaria personale, se il candidato è dipendente di una amministrazione statale;

*c*) tessera postale;

*d*) porto d'armi;

*e*) patente automobilistica;

*f*) passaporto;

*g*) carta di identità.

Art. 12.

*Programma di esame*

Gli esami consisteranno in tre prove scritte ed in una orale, come segue:

PROVE SCRITTE

*Parte prima*:

1) Diritto privato (civile e commerciale);
2) Diritto amministrativo.

*Parte seconda*:

1) Economia politica e scienza delle finanze.

*Parte terza*:

1) Tecnica industriale.

Ciascuna delle prove scritte, di cui alle parti 1ª e 2ª, potrà avere per oggetto anche una sola delle materie comprese nel programma.

PROVA ORALE

La prova orale verterà sulle materie oggetto delle prove scritte ed inoltre:

sul diritto costituzionale;

su nozioni di statistica (statistica teorica: generalità, dati statistici, metodi statistici, leggi statistiche, statistica applicata, con particolare riguardo alle statistiche economiche);

sulle attribuzioni ed organizzazione del Ministero delle partecipazioni statali;

su nozioni concernenti l'amministrazione del patrimonio e la contabilità generale dello Stato;

su nozioni di politica economica.

Art. 13.

*Ammissione alla prova orale - Graduatoria di merito*

Alla prova orale saranno ammessi i candidati che abbiano riportato una media di almeno sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

La prova orale non s'intenderà superata se il candidato non otterrà almeno la votazione di sei decimi.

La votazione complessiva è stabilita dalla somma della media dei voti riportati nelle prove scritte e del voto ottenuto in quella orale.

La graduatoria generale di merito sarà formata nell'ordine risultante dal punteggio complessivo conseguito da ciascun candidato; quella dei vincitori, nell'ordine predetto e con la osservanza delle disposizioni in vigore, per quanto concerne eventuali riserve di posti.

A parità di merito, si applicheranno le disposizioni di cui all'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, all'art. 11 della legge 5 ottobre 1962, n. 1539, contenente provvedimenti a favore dei mutilati ed invalidi civili e all'art. 2 della legge 14 ottobre 1966, n. 851, recante norme per i mutilati e gli invalidi del lavoro, nonchè per gli orfani e le vedove dei caduti sul lavoro.

Art. 14.

*Approvazione della graduatoria - Impugnative*

La graduatoria del concorso sarà approvata con decreto ministeriale sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego, e sarà successivamente pubblicata nel Bollettino ufficiale del Ministero delle partecipazioni statali. Di tale pubblicazione sarà data notizia mediante avviso da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica; dalla data della pubblicazione dell'avviso, decorre il termine per le eventuali impugnative.

Art. 15.

*Nomina dei vincitori*

I vincitori del concorso conseguiranno la nomina in prova alla qualifica di consigliere di 3ª classe, con decreto del Ministro.

Il periodo di prova ha la durata di sei mesi; compiuto tale periodo, previo giudizio favorevole del consiglio di amministrazione, verrà disposta la nomina in ruolo, con decreto del Ministro.

Nel caso di giudizio sfavorevole, il periodo di prova è prorogato di altri sei mesi, al termine dei quali, ove il giudizio sia ancora sfavorevole, sarà dichiarata la risoluzione del rap-

porto d'impiego con decreto motivato. In tale caso, spetterà all'impiegato una indennità pari a due mensilità del trattamento relativo al periodo di prova.

I vincitori del concorso, che si trovino nelle condizioni previste dal comma quinto dell'art. 10 del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, sono esonerati dal periodo di prova.

Art. 16.

*Trattamento economico*

Ai vincitori del concorso che conseguiranno la nomina all'impiego spetterà, durante il periodo di prova, il trattamento economico previsto per la qualifica di consigliere di terza classe, ai sensi dell'art. 33 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Coloro i quali provengono da diversa Amministrazione, e che rivestano una qualifica con stipendio superiore a quello spettante nella qualifica di consigliere di terza classe, avranno diritto al trattamento economico di cui all'art. 202 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Per coloro che provengono dal personale non di ruolo, verrà conservato il trattamento di cui all'art. 11 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 4 aprile 1947, n. 207.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 6 febbraio 1968

*Il Ministro*: Bo

*Registrato alla Corte dei conti, addì 15 marzo 1968*
*Registro n. 5 Partecipazioni statali, foglio n.* 89.

---

ALLEGATO *A*

(Schema esemplificativo della domanda
da inviarsi su carta da bollo da L. 400)

*Al Ministero delle partecipazioni statali*
*Servizio per gli affari amministrativi e per il personale* — ROMA.

Il sottoscritto . . nato a . . . . (provincia di . . . ) il . residente in . . . . (provincia di ) via , chiede di essere ammesso al concorso a due posti di consigliere di terza classe in prova nel ruolo della carriera direttiva del Ministero delle partecipazioni statali.

Fa presente (1) di aver diritto all'aumento dei limiti di età ai sensi dell'art. 4 del bando perchè (2)

Dichiara di essere cittadino italiano, di essere iscritto nelle liste elettorali nel comune di (3) di non aver riportato condanne penali e di non avere procedimenti penali pendenti (4) di non essere incorso nella destituzione o nella dispensa da precedente impiego presso una pubblica amministrazione, nè nella decadenza da precedente impiego conseguito mediante produzione di documenti falsi o viziati da invalidità non sanabile, di essere in possesso del diploma di laurea in . conseguito presso l'Università di . . in data con la votazione . . . . e, per quanto riguarda gli obblighi militari di (5) . .

. . . lì . . . .

Firma

Indirizzo presso cui si desidera che vengano inviate eventuali comunicazioni .

Visto per l'autenticità della firma del sig. . . . . (6).

---

(1) Tale dichiarazione è necessaria solo per i candidati che, avendo superato il limite massimo di età previsto dal bando, abbiano titolo che dà diritto all'elevazione del suddetto limite.

(2) Coniugato senza, oppure con prole e con quanti figli viventi; combattente, militarizzato od assimilato; partigiano combattente deportato dal nemico; assimilato ai combattenti; profugo dalle ex colonie italiane, dai territori su cui è cessata la sovranità dello Stato italiano, dai territori esteri, da zone del territorio nazionale colpito dalla guerra, decorato al valor militare o promosso per merito di guerra; capo di famiglia numerosa; mutilato od invalido militare o civile di guerra; mutilato od invalido di altre categorie assimilate ai mutilati ed invalidi di guerra; mutilato ed invalido per servizio militare o civile; perseguitato, deportato od internato per motivi politici o razziali; colpito da leggi razziali; licenziato da (indicare la denominazione dell'ente) soppresso ai sensi della legge 4 dicembre 1956, n. 1404; dipendente civile di ruolo o dei ruoli aggiunti delle amministrazioni statali; sottufficiale delle forze armate cessato dal servizio a domanda o di autorità e non reimpiegato come civile; ufficiale o sottufficiale in servizio permanente, vice brigadiere, graduato e militare di truppa in servizio continuativo, mutilato ed invalido civile; vedova o orfano di cui alla legge 15 novembre 1965, n. 1288; mutilato o invalido, nonchè orfano o vedova, di cui alla legge 14 ottobre 1966, n. 851.

(3) In caso di non iscrizione o di cancellazione dalle liste elettorali, indicarne i motivi.

(4) In caso contrario, indicare le eventuali condanne penali riportate (anche se sia stata concessa amnistia, indulto, condono o perdono giudiziale), la data della sentenza o l'autorità giudiziaria che l'ha pronunziata; indicare anche i procedimenti penali eventualmente pendenti.

(5) di aver già prestato servizio militare, ovvero di non aver prestato servizio militare perchè non ancora sottoposto al giudizio del Consiglio di leva, ovvero perchè, pur dichiarato « abile arruolato », gode di congedo o di rinvio in qualità di ovvero perchè riformato o rivedibile.

(6) La firma dell'aspirante apposta in calce alla domanda dovrà essere autenticata dal notaio o dal segretario comunale del luogo in cui l'aspirante risiede. Sia la firma del notaio che quella del segretario comunale non sono soggette alle norme sulla legalizzazione, ai sensi dell'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678. Per i dipendenti statali, è sufficiente il visto del capo dell'ufficio presso il quale prestano servizio. Per coloro che prestano servizio militare è sufficiente il visto del comandante del Corpo a cui appartengono.

**(2930)**

# MINISTERO DELL'INTERNO

## Graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario generale di 2ª classe vacante nel comune di Crema

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto l'avviso di concorso in data 14 dicembre 1967, per il conferimento del posto di segretario generale di 2ª classe vacante nel comune di Crema (Cremona);

Visto il decreto ministeriale in data 12 marzo 1968, con il quale è stata costituita la commissione giudicatrice di detto concorso;

Vista la graduatoria di merito formata dalla commissione stessa e riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso;

Viste le leggi 8 giugno 1962, n. 604; 9 agosto 1954, n. 748 e 27 giugno 1942, n. 851;

Decreta:

E' approvata la graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario generale di 2ª classe vacante nel comune di Crema, nell'ordine appresso indicato:

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 1. Piccoli dott. Bruno | punti | 81,27 | su 132 |
| 2. Ferretti dott. Gustavo | » | 80,75 | » |
| 3. Campese dott. Dario | » | 79,27 | » |
| 4. Rocchi dott. Carlo | » | 78,36 | » |
| 5. Visioli dott. Lino | » | 77,20 | » |
| 6. Verga dott. Vincenzo | » | 77,16 | » |
| 7. Mistretta dott. Francesco | » | 76,70 | » |
| 8. Magli Francesco | » | 76,50 | » |
| 9. Scandaliato dott. Gaspare | » | 76,13 | » |
| 10. Spani dott. Tommaso | » | 76,06 | » |
| 11. Scolari dott. Giovanni | » | 75,18 | » |
| 12. Mancini dott. Rocco | » | 75 — | » |
| 13. Pittà dott. Giuseppe | » | 74,96 | » |
| 14. Springolo dott. Vittorio | » | 73,86 | » |
| 15. Cusumano dott. Lorenzo | » | 73,60 | » |
| 16. Rinaldi dott. Mario | » | 73,09 | » |
| 17. Felice dott. Pio | » | 72,84 | » |
| 18. Milano Alberto | » | 72,66 | » |

19. Cavalieri dott. Leovigildo . . . punti 72,57 su 132
20. Bonini Celso . . . . » 71,95 »
21. Iozzia dott. Guglielmo . . . . » 71,68 »
22. Caizzi Gaetano . . . . » 71,33 »
23. Geraci dott. Vincenzo . . . . . » 70,92 »
24. Russo Luigi . . . . . » 70,83 »
25. Ferrari Nicola . . . . . . » 70,50 »
26. Pastore dott. Ettore . . . » 68,81 »
27. Vitale Francesco . . . » 67,83 »
28. Piccitto Arturo . . . » 66,64 »
29. Rollone Eusebio . . . . » 66,50 »
30. Perruggino Giovanni . . . . . » 64,66 »
31. Pianalto dott. Gelindo . . . . . » 63,49 »
32. Zucconi dott. Luciano . . . . » 63,28 »

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 6 aprile 1968

p. *Il Ministro*: GASPARI

(3664)

## MINISTERO DELLA DIFESA

**Aumento da duecento a duecentonovantacinque del numero dei posti del concorso per il reclutamento di allievi ufficiali di complemento dell'Arma aeronautica - ruolo servizi.**

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il decreto ministeriale in data 4 marzo 1968, con il quale è indetto un concorso per il reclutamento di allievi ufficiali di complemento dell'Arma aeronautica, ruolo servizi; del Corpo del genio aeronautico, ruolo ingegneri, ruolo chimici, ruolo fisici, ruolo assistenti tecnici; del Corpo di commissariato, ruolo commissariato e ruolo amministrazione; del Corpo sanitario aeronautico, registrato alla Corte dei conti, addì 3 aprile 1968, registro n. 10 Difesa, foglio n. 56;

Considerato che per sopravvenute esigenze dell'amministrazione occorre aumentare il numero dei posti messi a concorso limitatamente al reclutamento di allievi ufficiali di complemento dell'Arma aeronautica, ruolo servizi;

Decreta:

Il numero dei posti messi a concorso nel reclutamento di allievi ufficiali di complemento dell'Arma aeronautica, ruolo servizi, di cui al decreto ministeriale 4 marzo 1968 indicato in preambolo, è aumentato da duecento a duecentonovantacinque.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 11 aprile 1968

*Il Ministro*: TREMELLONI

*Registrato alla Corte dei conti, addì* 26 *aprile* 1968
*Registro n.* 12 *Difesa, foglio n.* 214

(4063)

**Costituzione della commissione esaminatrice del concorso, per titoli ed esami, per il reclutamento di trenta sottotenenti in s.p.e. nel ruolo speciale unico delle Armi di fanteria, cavalleria, artiglieria e genio riservato ai sottufficiali in s.p.**

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Vista la legge 18 dicembre 1964, n. 1414, sul reclutamento degli ufficiali dell'Esercito;

Visto il decreto ministeriale 22 luglio 1967, registrato alla Corte dei conti il 22 agosto 1967, registro n. 95 Difesa, foglio n. 245, con il quale è stato indetto un concorso per il reclutamento di trenta sottotenenti in servizio permanente del ruolo speciale unico delle Armi di fanteria, cavalleria, artiglieria e genio riservato ai sottufficiali in servizio permanente;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 5, modificato con la legge 5 giugno 1967, n. 417;

Decreta:

Art. 1.

La commissione esaminatrice del concorso per il reclutamento di trenta sottotenenti in servizio permanente del ruolo speciale unico delle Armi di fanteria, cavalleria, artiglieria e genio, indetto con decreto ministeriale 22 luglio 1967, è costituita come appresso:

*Presidente*:
gen. brig. s.p.e. Tomaino Mario.

*Membri*:
colonn. f. (c) s.p.e. Ascenzi Serse;
colonn. g. (t) s.p.e. Boscarino Giuseppe;
ten. col. a. s.p.e. Colozzo Mario;
ten. col. f. (c) s.p.e. Russo Luigi.

*Membri supplenti*:
ten. col. g. s.p.e. Benetti Mario;
ten. col. a. s.p.e. Ceppo Lorenzo.

*Segretario senza diritto a voto*:
cons. 1ª classe Pitti dott. Giuseppe.

Art. 2.

Al presidente, ai membri e al segretario saranno attribuiti i compensi previsti dal decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 5, modificato con la legge 5 giugno 1967, n. 417.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 15 febbraio 1968

*Il Ministro*: TREMELLONI

*Registrato alla Corte dei conti, addì* 5 *aprile* 1968
*Registro n.* 10 *Difesa, foglio n.* 272

(4021)

**Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria dei candidati risultati vincitori del concorso per esami a dieci posti di tenente in servizio permanente effettivo - ruolo normale, del Corpo delle capitanerie di porto.**

Nel Foglio d'ordini del Ministero della difesa n. 31 del 17 aprile 1968, è stata pubblicata la graduatoria, approvata con decreto interministeriale 27 dicembre 1967, registrato alla Corte dei conti il 20 marzo 1968, registro n. 8 Difesa personale militare, foglio n. 329, dei candidati risultati vincitori del concorso per esami a dieci posti di tenente in servizio permanente effettivo - ruolo normale, del Corpo delle capitanerie di porto, indetto con decreto interministeriale 26 giugno 1967.

(4159)

**Errata-corrige**

Nel decreto ministeriale 4 marzo 1968, concernente il concorso per titoli e per esami a venticinque posti di sottotenente in servizio permanente effettivo dell'Arma aeronautica, ruolo naviganti speciale, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 90 del 6 aprile 1968, a pagina 2138 « Matematica » in luogo di « Equazioni riducibili al 1° grado. Equazioni irrazionali », leggasi: « Equazioni riducibili al 2° grado. Equazioni irrazionali »; « Fisica », seconda colonna, rigo settimo, in luogo di « Rifrazione della luce. Spettroscopia. », leggasi: « Rifrazione della luce. Strumenti ottici. L'occhio e la visione. Velocità della luce. Spettroscopia. »; infine, rigo undicesimo, in luogo di: « Induzione elettrostatica. Condensatori. », leggasi: « Induzione elettrostatica. Capacità elettrostatica. Condensatori. ».

(4084)

ANTONIO SESSA, *direttore* ACHILLE DE ROGATIS, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.